

Noisy-le-Sec, le 20 DEC. 2015

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Tel : 01 49 42 64 13

[conseil.municipal@noisyselec.fr](mailto:conseil.municipal@noisyselec.fr)

# Compte rendu

## conseil municipal

### jeudi 17 décembre 2015

#### A 19 h 30

Salle des Mariages à l'Hôtel de Ville

L'an deux mille quinze le jeudi 17 décembre à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 13 novembre 2015, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*jusqu'à 23:45*), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Sylvain NICOLAS-NELSON, Saïd YAHIA-CHERIF, Maryvonne MOYA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Miloud GHERRAS (*absent de 20:00 à 20:30 puis présent jusqu'à 22:00*), Ibrahim DIARRA (*arrivé à 20:40*), Sarra BEN ALI, Julien RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS (*jusqu'à 23:00*), Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE (*jusqu'à 23:00*), Corinne BORD (*jusqu'à 23:30*).

#### Absents ayant donné mandat :

Élisabeth LEFEUVRE représentée par Marcel SOLIGNY  
Laurence CORDEAU représentée par Alexandre BENHAÏM (*à partir de 23:45*)  
Guillaume SALOMON représenté par Julien-Jack RAGAZ  
Pierre LERENARD représenté par Nicole RIVOIRE  
Karine SUISSA représentée par Stéphanie SANNIER  
Dulcinée AVRIL représentée par Maryvonne MOYA  
Katia GRAVELOT représentée par Laurent RIVOIRE  
Miloud GHERRAS représenté par Ibrahim DIARRA (*à partir de 22:00*)  
Emilie TOPSENT, représentée par Thomas FRANCESCHINI  
Fadhil KORIMBOCUS représenté par Sarra BEN ALI (*à partir de 23:00*)  
Christiane DEL POZO représentée par Olivier SARRABEYROUSE  
Pascale LABBE représentée par Gilles GARNIER (*à partir de 23:00*)  
Corinne BORD représentée par Francis FLOUZAT (*à partir de 23:30*)

#### Absent sans donner mandat :

Miloud Gherras (*20:00 à 20:30*)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

# JEUDI 17 DECEMBRE 2015

## A 19 H 30

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

Le maire annonce l'ouverture de la séance à 19:30.

### I - DESIGNATIONS DU SECRETAIRE ET D'UN AUXILIAIRE DE SEANCE

Monsieur le Maire propose la candidature de Madame Souad TERKI en tant que secrétaire de séance.

*Ibrahim Diarra et Miloud Gherras ne prennent pas part au vote (absents) :*

**UNANIMITE**

**La désignation du secrétaire de séance est approuvée**

Monsieur le maire propose de désigner Monsieur Aurélien MORIN en tant qu'auxiliaire de séance :

*Ibrahim Diarra et Miloud Gherras ne prennent pas part au vote (absents) :*

ABSTENTION :	3	GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »,
POUR :	38	MAJORITE MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

**La désignation de l'auxiliaire de séance est approuvée**

### II – APPROBATION DU COMPTE RENDU DES PRECEDENTS CONSEILS MUNICIPAUX

Le compte-rendu de la séance du conseil municipal du 24 septembre 2015 est soumis à l'approbation du conseil municipal :

*Anne Déo, Patrick Lascoux (absents lors de la séance du 24 septembre 2015), Ibrahim Diarra et Miloud Gherras (absents) ne prennent pas part au vote.*

ABSTENTION :	3	GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »,
POUR :	36	MAJORITE MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

**Le compte-rendu est approuvé**

Le compte-rendu de la séance du 19 novembre 2015 est soumis à l'approbation du conseil municipal :

*Ibrahim Diarra et Miloud Gherras ne prennent pas part au vote (absents) :*

ABSTENTION :	3	GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »,
POUR :	38	MAJORITE MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »

**Le compte-rendu est approuvé**

19 heures 40 : Monsieur le maire donne la parole à Miloud Gherras. Celui-ci transmet le micro à une personne qui n'a pas été autorisée à s'exprimer par le conseil municipal. Monsieur le maire rappelle qu'il n'appartient pas aux conseillers municipaux de donner la parole au sein de cette assemblée. Monsieur Gherras persiste à vouloir donner la parole à une personne qui n'appartient pas au conseil municipal. Malgré le refus de monsieur le maire et le rappel des règles inhérentes au déroulé des séances du

conseil municipal, différents membres du public prennent la parole, parlent, crient et chantent de manière à couvrir la voix du maire.

19 heures 45 : Le maire ne pouvant poursuivre la séance en raison des perturbations générées par le public et malgré plusieurs rappels aux règles de déroulement du conseil municipal, met au vote la tenue de la séance en huis clos :

***Le groupe « rouge et verte la gauche ensemble », le groupe « socialiste et citoyen » et Miloud Gherras ne prennent pas part au vote.***

**POUR : 32 MAJORITE MUNICIPALE**

Monsieur le Maire demande, par conséquent, au public de quitter la salle des mariages.

Le public refuse d'évacuer la salle du conseil municipal et des personnes continuent à perturber la séance en interpellant le maire et ne lui permettant pas de poursuivre le déroulé de l'ordre du jour.

19 heures 46 : Le maire suspend la séance.

Malgré la suspension de séance, un débat s'installe entre le public, les conseillers d'opposition et la majorité municipale. Le public refuse toujours d'évacuer la salle.

19 heures 50 : Le maire met fin à la suspension de séance et invite les membres du conseil municipal à se transporter dans la salle Juvet 1 se trouvant à l'Hôtel de ville.

20 heures 00 : Les conseillers municipaux intègrent la Salle Juvet 1.

Monsieur le Maire et Madame Souad Terki, secrétaire de séance, procèdent à un nouvel appel. Trente-trois des quarante-trois membres du conseil municipal sont présents. Seuls Monsieur Gherras et Monsieur Diarra sont absents sans être représentés.



#### **IV – NOTICE – DELIBERATIONS**

##### **1 - DIRECTION DES FINANCES**

##### **APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2016-VOTE DES TAUX**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

L'élaboration du budget primitif 2016 a fait l'objet d'une attention amplifiée liée à des marges de manœuvres réduites. Notre programme d'investissement a été lissé et, ce pour s'adapter à notre autofinancement prévisionnel.

Il est toutefois à souligner qu'au-delà même du contexte économique fragilisé et notamment la reconduction du principe de la réduction des déficits publics, la Municipalité s'attachera au maintien de l'ensemble des services adossés aux besoins des Noiséens.

Il est également à préciser qu'au titre de la future Métropole du Grand Paris et de la création de l'établissement public territorial (E.P.T) un certain nombre d'incertitudes en terme de flux financiers n'ont, à ce jour, pas fait l'objet d'un arbitrage.

A ce titre, hormis l'Attribution de Compensation qui sera versée à la Ville par la Métropole du Grand Paris, dont les modalités restent à définir, les autres masses financières notamment, le produit fiscal lié à la taxe d'habitation que percevait la Communauté d'Agglomération Est Ensemble qui sera encaissé par la ville et reversé à l'Établissement Public Territorial et, d'autre part, le fonds de compensation des charges territoriales (F.C.C.T.) seront intégrées lors d'une décision modificative.

Enfin depuis l'année 2011 et conformément aux engagements de la Municipalité, le Budget Primitif 2016 a été élaboré, sans augmentation des taux d'imposition.

Conformément à la réglementation, la présentation du Budget Primitif 2016 s'articulera autour de deux phases : la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le projet de budget primitif pour l'exercice 2016 s'équilibre en mouvements budgétaires à **78 654 340 euros** se décomposant comme suit :

- **section de fonctionnement :** **62 595 819 euros**
- **section d'investissement :** **16 058 521 euros**

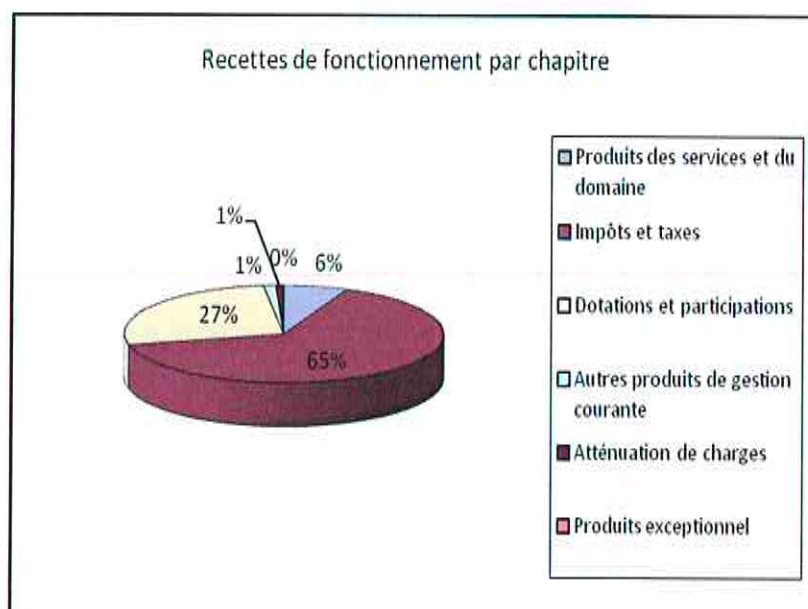


## SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement totalise 62 595 819 euros en dépenses et en recettes.

### • Les recettes de fonctionnement

Comme les dépenses, elles s'équilibrent à 62 595 819 euros et correspondent à des recettes réelles. Elles sont réparties de la façon suivante :



Chap.	Libellé	BP 2015	BP 2016	Écart en %
013	Atténuation de charges	420 300	486 544	+ 15.76 %
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	4 254 380	4 036 057	- 5.13 %
73	Impôts et taxes	40 653 665	40 560 381	- 0.23 %
74	Dotations et participations	16 523 312	16 724 731	+ 1.22 %
75	Autres produits de gestion courante	754 243	748 106	- 0.81 %
76	Produits financiers	0	0	NR
77	Produits exceptionnels	25 100	40 000	+ 59.36 %

<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>62 631 000</b>	<b>62 595 819</b>	<b>- 0.06 %</b>
---	-------------------	-------------------	-----------------

Les recettes de fonctionnement proviennent essentiellement des impôts et taxes, des dotations de l'État, et de l'Attribution de Compensation versée par la future Métropole du Grand Paris.

- **Les produits des services et du domaine (chapitre 70) : 4 036 057 euros,**

L'inscription budgétaire a été établie par l'analyse du réalisé de l'exercice 2015 et de sa projection.

Les principaux postes concernent :

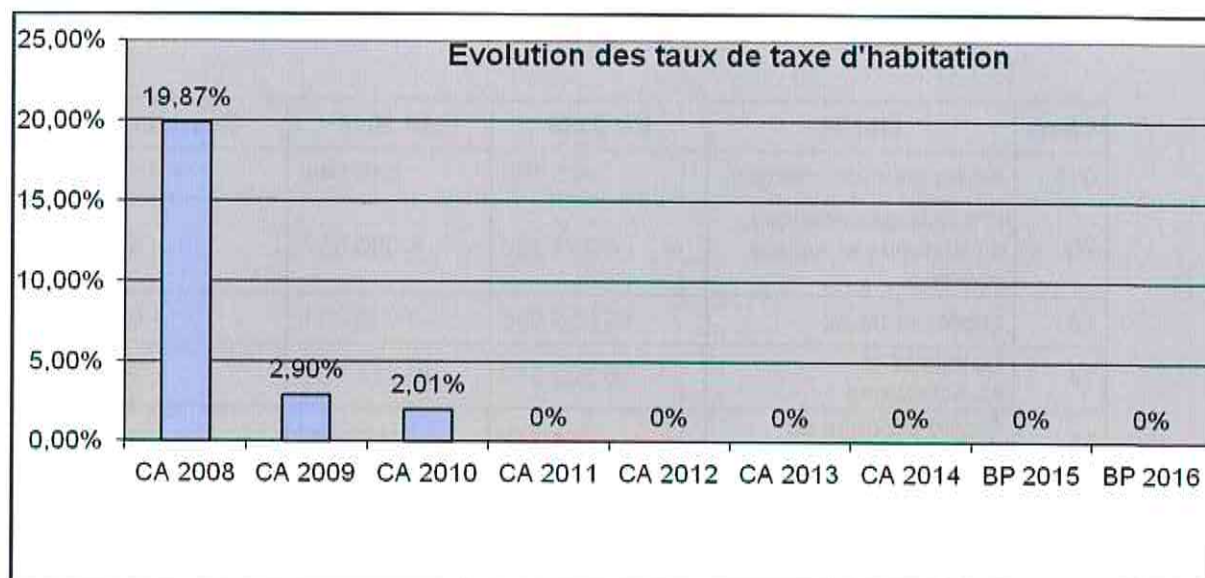
- les services à caractère sociaux pour : 1,904 M€
- les services scolaires et périscolaires : 1,164 M€

- **Les impôts et taxes (chapitre 73) : 40 560 381 euros**

Globalement, les principaux postes budgétaires adossés aux impôts et taxes s'établissent comme suit :

- Le produit de la fiscalité directe représente 24 545 000 €. Ce montant correspond à une hypothèse dans l'attente de la transmission de l'état 1259 MI.
- L'Attribution de Compensation (A.C) versée par Est Ensemble : 10 393 173 €.
  - Le Fonds de Solidarité de la Région Île-de-France (FSRIF) : 3 647 230 € (montant estimé).
  - Le Fonds de péréquation intercommunal et communal (F.P.I.C) : 643 978 € (reconduction 2015).
  - La taxe sur l'électricité : 530 000 € (montant 2015 reconduit).
  - Le chapitre 73, impôts et taxes, comprend également le produit des taxes additionnelles aux droits de mutations. Le prévisionnel 2016 s'élève à 750 000 euros.

**L'impôt local :**



**Les taux proposés pour 2016 seront identiques à ceux des années précédentes à savoir :**

•	<b>Taxe d'Habitation</b>	<b>17,73 %</b>
•	<b>Taxe Foncier Bâti</b>	<b>28,64 %</b>
•	<b>Taxe Foncier Non Bâti</b>	<b>25,01 %</b>

- **Les dotations et participations (chapitre 74) : 16 724 731 euros.**

Ce poste comprend les dotations d'État, les allocations compensatrices et les subventions de fonctionnement versées par nos partenaires institutionnels.

Les estimations relatives aux dotations d'État intègrent les perspectives de la Loi de Finances 2016 notamment la perte sur la Dotation Globale de Fonctionnement.

L'ensemble des inscriptions budgétaires fera l'objet d'un réajustement par décision modificative lors de la transmission des notifications par les services de l'État.

Les crédits les plus représentatifs se répartissent comme suit :

• Dotation Globale de Fonctionnement	:	6 092 325 euros
• Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	:	5 267 310 euros
• La D.N.P. ( <i>Dotation nationale de péréquation</i> )	:	817 144 euros
• Dotation unique de compensation	:	50 000 euros
• Compensation Etat - taxe foncière	:	130 000 euros
• Compensation Etat – taxe d'habitation	:	630 000 euros
• DGD Hygiène	:	209 000 euros

Par ailleurs, le montant des subventions prévues de nos partenaires institutionnels s'établit à hauteur de 3 519 952 euros et concerne pour l'essentiel l'enfance, la petite enfance et la culture.

- **Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) : 748 106 euros.**

Ce poste comprend le revenu des immeubles et la redevance liée à la délégation de service public pour le marché.

- **Les atténuations de charges (chapitre 013) : 486 544 euros.**

Il s'agit ici de remboursements de frais de personnel, comme le remboursement d'indemnités journalières et des charges des agents détachés dans des collectivités et organismes.

- **Les dépenses de fonctionnement**

Elles sont réparties entre les dépenses d'ordre et les dépenses réelles :

- **Les dépenses d'ordre : 3 069 060 euros sont répartis de la façon suivante :**
  - Les dotations aux amortissements pour 1 300 000 euros,
  - Le virement à la section d'investissement 1 769 060 euros.

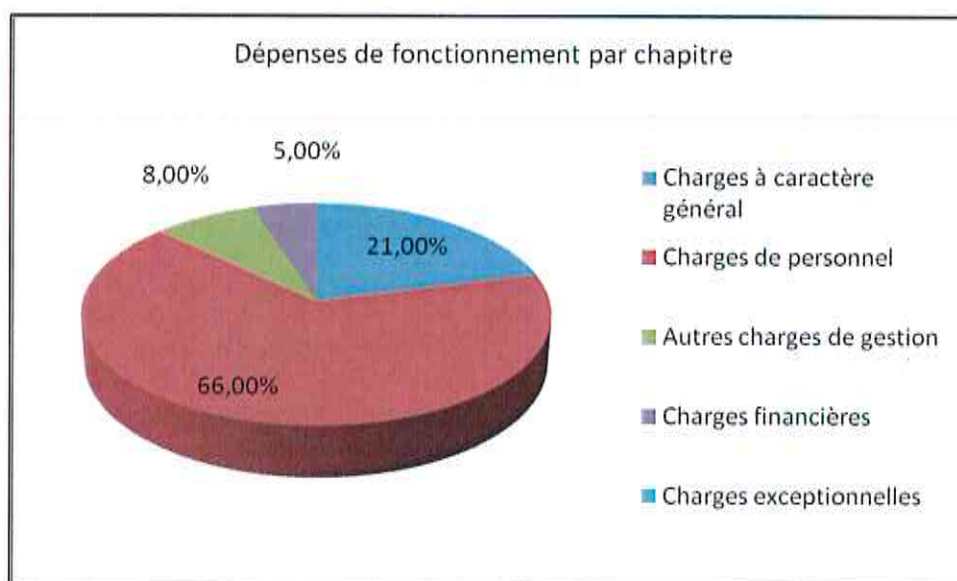
Les dépenses d'ordre de fonctionnement susmentionnées se retrouvent en recettes d'investissement d'ordre pour un montant équivalent.



- Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent en 2016 : 59 526 759 euros.

Chap	Libellé	BP 2015	BP 2016	Écart en %
011	Charges à caractère général	13 570 610	13 211 535	- 2.85 %
012	Charges de personnel	37 800 000	39 062 417	+ 3.34 %
65	Autres charges de gestion courante	4 541 721	4 572 357	+ 0.67 %
66	Charges financières	2 596 969	2 617 050	+ 0.77 %
67	Charges exceptionnelles	86 700	63 400	- 26.87 %
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>58 596 000</b>	<b>59 526 759</b>	<b>+ 1.54 %</b>

Par chapitre, ces dépenses se ventilent de la façon suivante :

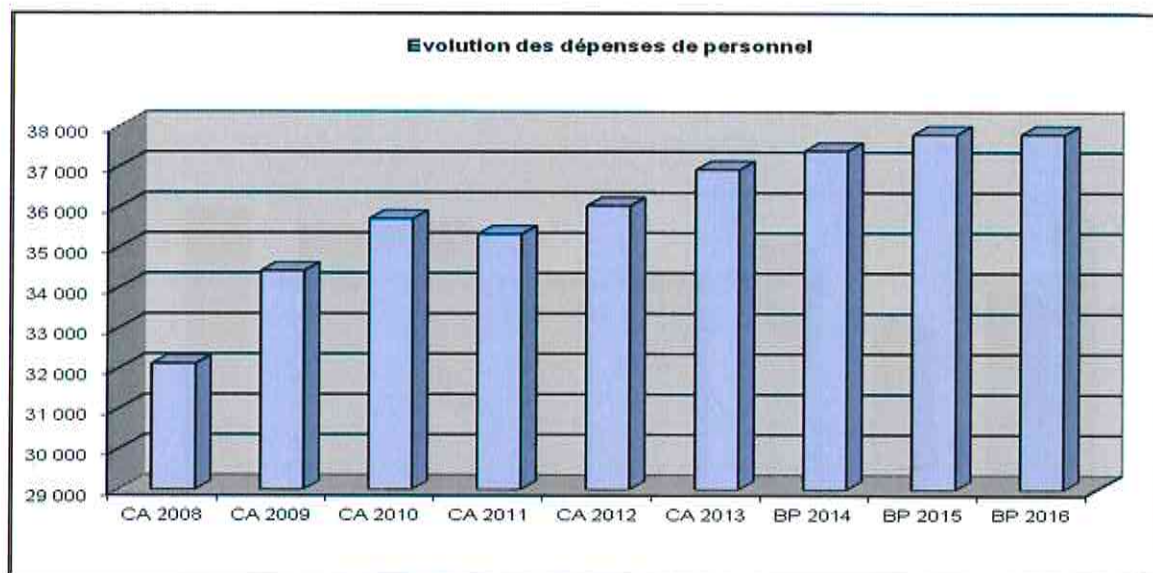


- Les charges à caractère général (chapitre 011) : 13 211 535 euros.

Les charges à caractère général sont constituées des dépenses adossées au fonctionnement de l'ensemble des services de la ville.

Ce poste diminue de 2.8 % par rapport au Budget Primitif 2015 qui s'établissait à hauteur de 13 570 610 euros. La diminution de près de 360 K€ par rapport à l'année 2015, et ce, malgré nos contraintes budgétaires, constitue un véritable engagement et une volonté de procéder à des économies de gestion de nos dépenses courantes.

## Les charges de personnel (chapitre 012) : 39 062 417 euros



Par rapport au budget primitif 2015 (37,8 M€), l'évolution s'établit à hauteur de 3,34 %.

Le ratio adossé aux dépenses de personnel sur les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 65,6 %. Même si ce ratio est toujours important, et supérieur à celui des communes de strate identique, il convient de le pondérer en précisant les constats suivants :

D'une part, le pourcentage d'évolution annuelle de la masse salariale est proche de celui constaté en 2014 pour l'ensemble des collectivités territoriales à l'échelon communal (+ 3,2 % en 2013 – source : CDC).

D'autre part, il est à noter la maîtrise des effectifs (croissance négative entre les effectifs équivalents temps plein au 31 décembre 2014 et les effectifs équivalents temps plein au 19 novembre 2015). Celle-ci est inférieure à l'évolution moyenne constatée dans la fonction publique territoriale (+ 1,7 % entre 2011 et 2012 – source : rapport 2014 DGAFF). Cette croissance négative est toutefois à mettre en perspective avec le nombre de postes effectivement vacants, en légère croissance sur la période.

La prévision budgétaire 2016 a donc été effectuée à effectifs constants quant au nombre de postes autorisés par l'assemblée délibérante (pas de création stricto sensu).

Enfin, il demeure important de souligner le projet de refonte du régime indemnitaire, en concertation avec les partenaires sociaux (le calendrier et la méthodologie seront présentés en Comité Technique le 18 décembre prochain).

- **Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) : 4 572 357 euros**

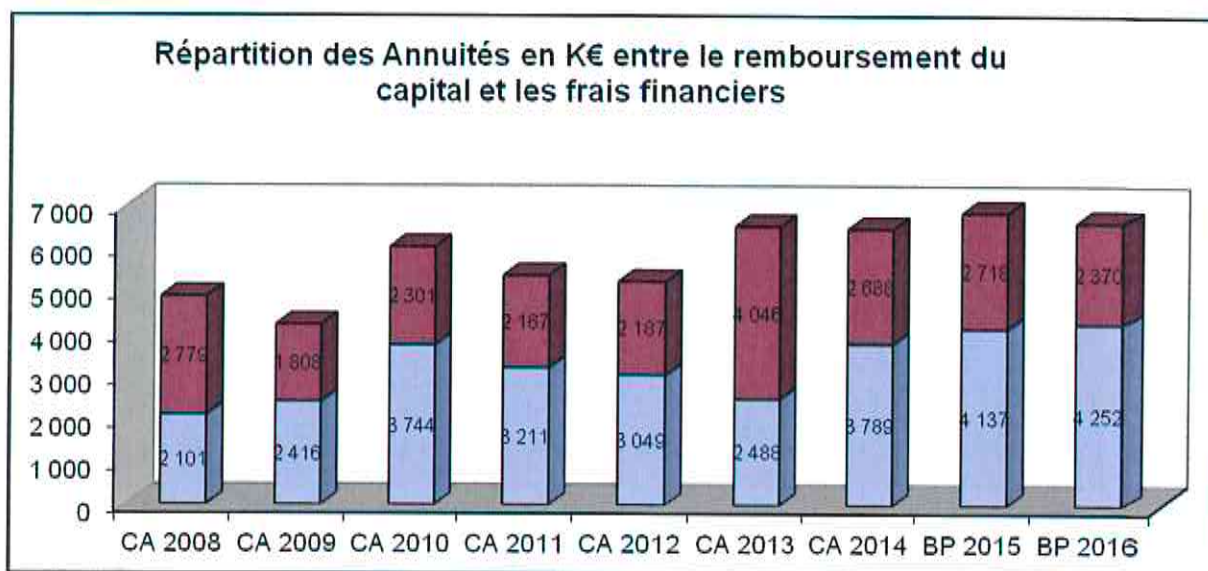
Ces crédits sont dédiés aux subventions versées aux associations, les créances irrécouvrables, les indemnités et les frais de formation des élus et les contingents obligatoires.

Le détail des subventions accordées à ce jour est présenté en annexe du budget.

Outre les subventions décidées, cet état indique qu'une somme est réservée pour attribuer en cours d'année des subventions aux associations qui n'ont pas encore transmis leurs comptes, comme le prévoit l'organisation en vigueur. Ces subventions seront donc déterminées ultérieurement, par délibération du Conseil Municipal.

- **Les charges financières (chapitre 66) : 2 617 050 euros**

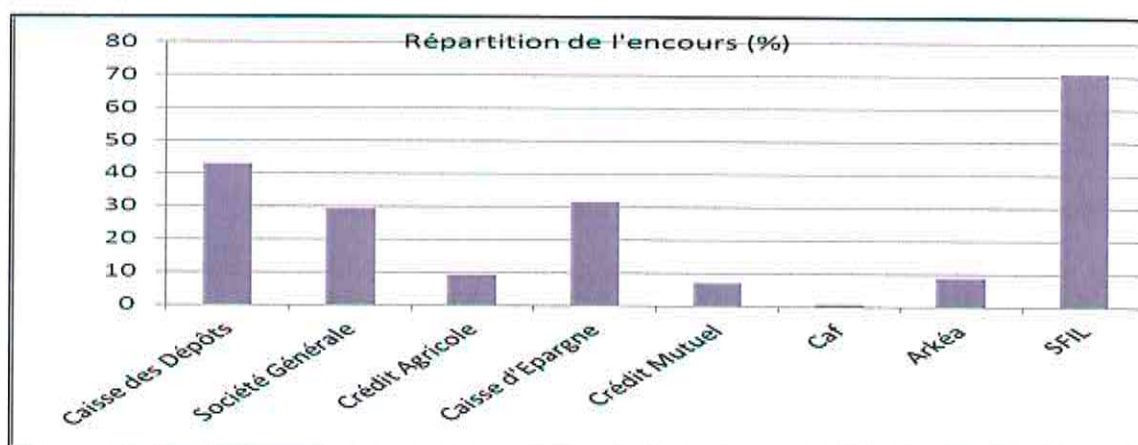
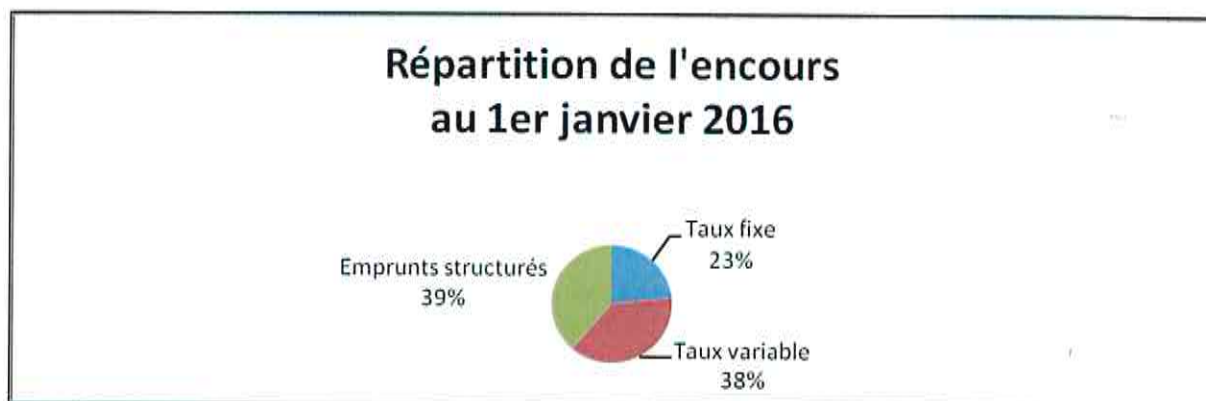
L'état détaillé de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2016 est présenté en annexe du budget.



Au 1<sup>er</sup> janvier l'encours de la dette s'établit à hauteur de 75 667 170 euros.

Les intérêts relatifs seront de 2 366 942 euros dont 1 431 015 euros estimés à ce jour et liés aux conditions de fixing.

Le remboursement du capital s'élève à 4 252 487 euros.



- **Les charges exceptionnelles (chapitre 67) : 63 400 euros**



## **SECTION D'INVESTISSEMENT**

Les crédits budgétaires liés aux investissements s'équilibrent en dépenses et recettes à hauteur de **16 058 521 euros**.

La section d'investissement comprend également comme à l'identique en section de fonctionnement les opérations réelles et les opérations d'ordre à savoir :

Recettes d'ordre d'investissement : le virement de la section de fonctionnement à hauteur de 1 769 060 euros, la dotation aux amortissements pour 1 300 000 euros et une régularisation comptable relative à une opération patrimoniale adossée à une dation à hauteur de 220 064 euros avec une contrepartie.

Au titre des opérations réelles d'investissement, deux particularités neutres budgétairement sont à signaler :

- Une enveloppe de 100 000 euros est inscrite en recettes et en dépenses pour permettre les opérations pour compte d'autrui. Ce montant s'avère nécessaire notamment concernant la prise en charge éventuelle de dépenses transférées à Est Ensemble.

Ce poste budgétaire est neutre car les dépenses prises en charge font l'objet d'une refacturation à la Est Ensemble.

### **1) Les recettes d'investissement**

**Elles s'établissent à hauteur de : 16 058 521 euros**

Elles sont constituées des recettes **d'ordre** pour 3 289 124 € ces dernières sont la contrepartie des dépenses d'ordre présentées en dépenses de la section de fonctionnement ainsi que les écritures comptables liées à la dation inscrite en dépense d'investissement.

**Les recettes réelles d'investissement inscrites au budget 2016 s'élèvent à 12 769 397 euros.**

Leurs répartitions s'établissent comme suit :

- **Les dotations et fonds propres (chapitre 10) : 2 600 000 euros**
  - **Les subventions d'investissement (chapitre 13) : 2 259 397 euros.**
- 
- Les subventions concernent notamment :
    - ANRU Le Londeau : 606 667 euros.
    - ANRU Boissière : 1 212 500 euros.
    - Produit des amendes de police : 150 000 euros.
    - Subvention d'une station Autolib : 4 500 euros.
    - Financement du bailleur à 50 % des trottoirs rue du Fort : 75 000 euros.
    - Réserve parlementaire adossée aux travaux prévus rue Roger Salengro : 20 000 euros.
    - Nouvelle Programmation du Renouvellement Urbain (N.P.R.U.) quartier du Londeau : 25 000 euros.
    - Nouvelle Programmation du Renouvellement Urbain (N.P.R.U.) quartier Béthisy : 50 000 euros.
    - Subvention de l'Etat adossé au dispositif « Maires Bâtisseurs » : 65 730 euros.
    - Participations pour travaux de voirie et de réseaux : 50 000 euros (montant identique en dépenses d'investissement).

- **L'emprunt (chapitre 16) : 7 800 000 euros d'emprunts**

Cet emprunt fera l'objet d'un décaissement, comme les années antérieures, en fonction de notre besoin de trésorerie.

Par ailleurs, la Municipalité soucieuse d'une rigoureuse gestion de sa dette procèdera en fonction du résultat du compte administratif 2015 au désendettement de la Ville. Cette volonté s'inscrit dans la continuité de ce qui a été opéré en 2015 (688 000 euros de remboursement par anticipation).

- Dépôts et cautionnements (chapitre 165) : 10 K€.

## **2) Les dépenses réelles d'investissement : 15 838 457 euros**

Ces dépenses s'établissent comme suit :

- **Les subventions d'investissement versées (chapitre 13) : 50 000 euros.**

**Il s'agit de participations pour travaux de voirie et réseaux – poste budgétaire neutralisé par une dotation identique en recette.**

- **Les remboursements d'emprunts (chapitre 16) : 4 263 000 euros.**
- **Les dépenses liées aux immobilisations corporelles (chapitre 20) : 288 000 euros**

Ces crédits budgétaires concernent essentiellement les frais d'études et les achats de licences dont notamment des études destinées à la Nouvelle Programmation du Renouvellement Urbain dans le quartier du Londeau pour 50 000 euros et au sein du quartier Béthisy pour 100 000 euros.

- **Les subventions d'équipements versées (chapitre 204) : 270 000 euros.**

- \* 60 000 euros destinés à une station Autolib.
- \* 175 000 euros pour le contingent incendie.
- \* 35 000 euros destinés au FISAC.

## **Les dépenses liées aux immobilisations incorporelles (chapitre 21) : 4 041 750 euros.**

Les principaux postes budgétaires s'établissent comme suit :

- \* Les acquisitions foncières : 790 000 euros,
- \* L'aménagement de bureaux destinés aux associations situés rue Paul Vaillant Couturier : 75 000 euros.
- \* Le réaménagement du stade Huvier (fin de la démolition de la piscine, création d'un local de stockage, toilettes sèches et aménagements des abords) : 165 000 euros.
- \* La création de deux salles destinées aux associations situées rue Roger Salengro : 90 000 euros.
- \* La rénovation de terrains sportifs de proximité : 100 000 euros.
- \* Une ligne budgétaire destinée à des travaux sur l'école élémentaire Brossolette (peinture dans les couloirs, création d'un faux plafond, mise aux normes électriques, remplacement des stores dans les classes) : 175 000 euros.
- \* Des travaux au sein de l'école élémentaire Boissière (réfection des peintures sur l'ensemble du bâtiment et l'installation de robinets thermostatiques sur les radiateurs) : 144 200 euros.
- \* Des crédits dédiés à l'informatique et la téléphonie : 207 000 euros.



- \* Des crédits pour les plantations : 35 000 euros.

Il est à souligner les crédits budgétaires relatifs aux coûts de maintenance permettant le maintien de notre patrimoine communal qui s'établit comme suit :

- \* 500 000 euros alloués aux équipements scolaires et périscolaires.
- \* 250 00 euros destinés aux autres équipements publics.
- \* 215 000 euros dédiés à l'éclairage public.
- \* 452 500 euros pour la voirie.
- \* 200 000 euros pour les équipements sportifs et de loisirs.
- \* 50 000 euros destinés aux équipements sanitaires et sociaux
- \* 80 000 euros pour la culture.

A l'identique de l'année dernière, il est également prévu le remplacement de chaudières au fioul en chaudières à gaz pour 75 250 euros qui permettra de générer de fortes économies, un budget à hauteur de 250 000 euros pour le service achats, la somme de 81 000 euros pour doter les régies du CTM et enfin, une enveloppe de 32 000 euros affectée au garage.

Enfin, une somme de 250 000 euros sera consacrée au programme d'accessibilité.

- **Les dépenses d'équipement globalisées (chapitre 23) : 9 365 817 euros**

Les dépenses d'équipement sont articulées autour de deux thématiques :

1. Les crédits nouveaux alloués,
2. Les dépenses liées aux Autorisations de Programmes.

- **Les crédits alloués aux Investissements hors AP/CP : 625 000 euros**

Les principaux travaux programmés pour 2016 hors Autorisations de Programmes (AP) s'établissent comme suit :

- Des travaux relatifs à la réfection des trottoirs rue du Fort financés à 50 % par le bailleur Immobilière 3 F : 150 000 euros.
- Des crédits destinés à la réfection des cours d'école : 100 000 euros.
- Une provision destinée aux squares et aux aires de jeux : 60 000 euros.
- Des crédits alloués à la vidéo-protection : 65 000 euros.
- Une provision fléchée sur les aires de jeux dans les squares : 60 000 euros.
- Une ligne budgétaire pour les bouches d'incendie : 15 000 euros.
- **Les crédits relatifs aux autorisations de programmes – crédits paiements (AP/CP) s'élèvent à 4 141 000 euros.**

Ils se répartissent de la façon suivante :

- Extension – reconstruction du groupe scolaire Langevin : 206 000 euros,
- ANRU du Londeau – Aménagement des espaces publics : 1 550 000 euros,
- Aménagement du Groupe Scolaire Jean Renoir : 685 000 euros,
- ANRU Boissière : 1 700 000 euros.

- **Les autres immobilisations financières (chapitre 27) : 2 059 640 euros.**

Cette ligne budgétaire est dédiée :

- \* la participation financière adossée à la construction du conservatoire destinée à Est Ensemble conformément à la convention de cofinancement pour 1 351 640 euros,



- \* la participation prévisionnelle à Noisy le Sec Habitat au déficit de la Zac des Guillaumes pour 508 000 euros,
- \* la participation destinée à Est Ensemble à hauteur de 200 000 euros pour la Zac du Quartier Durable de la plaine de l'Ourcq.

## DELIBERATION

Le conseil,

Vu les articles L. 2312-1, L. 2312-2, et L. 2312-3 du code général des collectivités territoriales, concernant les modalités du vote du Budget primitif dans les communes,

Vu l'ordonnance du 26 août 2006 et le décret du 27 décembre 2005, portant modification à compter de l'exercice 2006, de l'instruction budgétaire et comptable M.14,

Vu l'article 1639 A du code général des impôts qui prévoit le vote du produit fiscal et la fixation des taux des trois taxes directes,

Vu le projet de Budget Primitif 2016,

Considérant que le produit fiscal attendu s'établit à hauteur de 24 545 000 euros,

Considérant l'équilibre des sections de fonctionnement et d'investissement,

Considérant la tenue du débat d'orientations budgétaires le 13 novembre dernier,

Sur proposition de Monsieur le Maire,  
Se prononçant par chapitre,

La commission Finances – Développement économique consultée,

## DELIBERE

### Article 1 :

Le produit fiscal attendu s'élève à hauteur de **24 545 000 euros**.

Les taux des trois taxes directes locales s'établissent comme suit :

Taxes	Taux	Variation 2016/2015
Taxe d'habitation	17,73 %	+ 0 %
Taxe foncière	28,64 %	+ 0 %
Taxe foncière (non bâti)	25,01 %	+ 0 %

### Article 2 :

La recette est inscrite au budget primitif 2016 chapitre 73 à l'article 73111 « contributions directes » en opérations non ventilables rubrique 01.

**Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent) :**

**ABSTENTION : 6 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
POUR : 36 MAJORITE MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »**

**Les articles 1 et 2 sont approuvés**

### Article 3 :

Décide d'adopter l'ensemble des chapitres du budget.

Et approuve le budget primitif 2016 de la ville dans les conditions d'équilibre suivantes :

Sections	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	62 595 819 €	16 058 521 €
Recettes	62 595 819 €	16 058 521 €

La présentation par chapitre s'établit comme suit:

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

### Dépenses

Chapitre	Libellé	BP 2016
011	Charges à caractère général	13 211 535 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	39 062 417 €
65	Autres charges de gestion courante	4 572 357 €
66	Charges financières	2 617 050 €
67	Charges exceptionnelles	63 400 €
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>59 526 759 €</b>
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	1 769 060 €
042	<i>Opérations d'ordre de transfert entre section</i>	1 300 000 €
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>3 069 060 €</b>
<b>TOTAL</b>		<b>62 595 819 €</b>

**ABSTENTION :**      1    Miloud Gherras  
**POUR :**             32    MAJORITE MUNICIPALE,  
**CONTRE :**          10    GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
    GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »

### Recettes

Chapitre	Libellé	BP 2016
013	Atténuation de charges	486 544 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	4 036 057 €
73	Impôts et taxes	40 560 381 €
74	Dotations et participations	16 724 731 €
75	Autres produits de gestion courante	748 106 €
76	Produits financiers	0 €
77	Produits exceptionnels	40 000 €
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>62 595 819 €</b>
<b>TOTAL</b>		<b>62 595 819 €</b>

**ABSTENTION :**      1    Miloud Gherras  
**POUR :**             32    MAJORITE MUNICIPALE  
**CONTRE :**          10    GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
    GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »

## SECTION D'INVESTISSEMENT

### Dépenses

Chapitre	Libellé	BP 2016
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	288 000 €
204	Subventions d'équipement versées	270 000 €
21	Immobilisations corporelles	4 041 750 €
23	Immobilisations en cours	625 000 €
	Total des opérations d'équipements (CP)	4 141 067 €
<b>Total des dépenses d'équipements</b>		<b>9 365 817 €</b>
13	Subventions d'investissement	50 000 €
16	Emprunts et dettes assimilées ( dont165)	4 263 000 €
27	Autres immobilisations financières	2 059 640 €
45..1	Opérations pour compte de tiers	100 000 €
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>15 838 457 €</b>
041	Opérations patrimoniales	220 064 €
<b>TOTAL</b>		<b>16 058 521 €</b>

**ABSTENTION :**      1      Miloud Gherras  
**POUR :**              32      MAJORITE MUNICIPALE  
**CONTRE :**            10      GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
    GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »

### Recettes

Chapitre	Libellé	BP 2016
13	Subventions d'investissement	2 259 397 €
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	7 800 000 €
204	Subventions d'équipement	0 €
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 600 000 €
165	Dépôt et cautionnement reçus	10 000 €
27	Autres immobilisations financières	0 €
024	Produits des cessions d'immobilisations	0 €
45..2	Total opérations .pour compte de tiers	100 000 €
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>12 769 397 €</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	1 769 060 €
040	Opérations.d'ordre entre sections : Amortissements	1 300 000 €
041	Opérations patrimoniales	220 064 €
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>3 289 124 €</b>
<b>TOTAL</b>		<b>16 058 521 €</b>

**ABSTENTION :**      1      Miloud Gherras  
**POUR :**              32      MAJORITE MUNICIPALE  
**CONTRE :**            10      GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
    GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »

L'article 3 est approuvé



Article 4 :

Approuve les subventions aux associations (dont la liste est présentée en annexe du budget), ainsi que l'ensemble des annexes budgétaires.

*Yveline JEN ne prend pas part au vote.*

<b>ABSTENTION :</b>	<b>11</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras</b>
<b>POUR :</b>	<b>31</b>	<b>MAJORITE MUNICIPALE,</b>

**L'article 4 est approuvé**

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

<b>ABSTENTION :</b>	<b>1</b>	<b>Miloud Gherras</b>
<b>POUR :</b>	<b>32</b>	<b>MAJORITE MUNICIPALE,</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>10</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »</b>

**LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE**

## **2 - DIRECTION DES FINANCES**

### **AUTORISATIONS DE PROGRAMMES (AP) ET CRÉDITS DE PAIEMENTS (CP) BUDGET PRINCIPAL VILLE 2016**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

La procédure d'autorisation de programme/crédit de paiement (AP/CP) vise à planifier non seulement sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, la mise en œuvre des investissements.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Avec le vote du Budget, il est nécessaire de voter les nouveaux montants relatifs aux opérations prévues budgétairement sous forme d'AP/CP.

Ainsi, dans le cadre du Budget Primitif 2016, les AP/CP vont faire l'objet des ajustements suivants :

La procédure d'autorisation de programme/crédit de paiement (AP/CP) vise à planifier non seulement sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, la mise en œuvre des investissements.

Il est proposé au conseil municipal d'ajuster les autorisations de programmes afin de prévoir de façon pluriannuelle les crédits relatifs aux opérations ci dessous :

Autorisations de programmes (AP)				Échéancier prévisionnel des crédits de paiements (CP)					
Libellé	Année	Montant affecté	Réalisations antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	2021
N°10 ANRU Londea u	2013	3 850 000	967 000	1 550 000	1 333 000				
N°11 Extensi on groupe scolaire Jean Renoir	2014	18 590 435	700 000	684 878	4 154 020	3 642 830	0	4 919 450	4 489 257
N°12 Restruct uration du groupe scolaire Paul Langevi n	2015	15 000 000	100 000	206 189	150 000	900 000	6 550 000	7 093 811	0
N°13 ANRU Boissier e	2015	2 350 000	300 000	1 700 000	350 000				
Total		39 790 435	2 067 000	4 141 067	5 987 020	4 542 830	6 550 000	12 013 261	4 489 257

Autorisations de programmes (AP)			Financements		
Libellé	Année	Montant AP affecté	Subventions	FCTVA	Autofinancement et emprunt
N°10 – ANRU Londeau	2013	3 850 000	1 160 250	606 693	2 083 057
N°11 – Extension groupe scolaire Jean Renoir	2014	18 590 435	0	2 872 610	15 717 825
N° 12 – Restructuration du groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000	0	2 364 150	12 635 850
N° 13 – ANRU Boissière	2015	2 350 000	1 562 500	370 384	417 116
Total		39 790 435	2 722 750	6 213 837	30 853 848

En fonction des éléments présentés ci dessus, le montant des dépenses total affecté aux AP s'élève à 39 790 435 euros.

Les Crédits de Paiement (CP) correspondants sont inscrits au Budget primitif 2016 et s'élèvent à 4 141 067 euros.

## DELIBERATION

Le conseil,

Vu l'article L 2311-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu la nomenclature comptable M 14,

Vu le débat d'orientations budgétaires du 19 novembre 2015,

Vu le Budget Primitif 2016 et ses annexes du 17 décembre 2015,

Considérant la nécessité d'ajuster les crédits de paiements,

La commission des finances consultée,

## DELIBERE

### Article 1

Les autorisations de programmes et les crédits de paiement correspondants sont ajustés, conformément au tableau détaillé ci-dessous. Le montant des autorisations de programmes relatives à ces opérations est adopté pour un total de **39 790 435 euros**.

Autorisations de programmes (AP)				Échéancier prévisionnel des crédits de paiements (CP)					
Libellé	Année	Montant affecté	Réalisations antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	2021
N°10 ANRU Londeau	2013	3 850 000	967 000	1 550 000	1 333 000				
N°11 Extension groupe scolaire Jean Renoir	2014	18 590 435	700 000	684 878	4 154 020	3 642 830	0	4 919 450	4 489 257
N°12 Restructuration du groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000	100 000	206 189	150 000	900 000	6 550 000	7 093 811	0



N°13 ANRU Boissière	2015	2 350 000	300 000	1 700 000	350 000				
Total		39 790 435	2 067 000	4 141 067	5 987 020	4 542 830	6 550 000	12 013 261	4 489 257

Autorisations de programmes (AP)			Financements		
Libellé	Année	Montant AP affecté	Subventions	FCTVA	Autofinancement et emprunt
N°10 – ANRU Londeau	2013	3 850 000	1 160 250	606 693	2 083 057
N°11 – Extension groupe scolaire Jean Renoir	2014	18 590 435	0	2 872 610	15 717 825
N° 12 – Restructuration du groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000	0	2 364 150	12 635 850
N° 13 – ANRU Boissière	2015	2 350 000	1 562 500	370 384	417 116
Total		39 790 435	2 722 750	6 213 837	30 853 848

Article 2 :

Les crédits de paiement y afférent sont inscrits au budget 2016 à hauteur de **4 141 067 euros**.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**ABSTENTION : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras**

**POUR : 32 MAJORITE MUNICIPALE**

**LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE**

22 heures 00 : Monsieur le Maire ayant fait constater par l'administration présente à l'Hôtel de ville l'évacuation et, par conséquent, le retour au calme au sein de la salle des mariages, il soumet au conseil municipal le retour de l'assemblée en salle des mariages.

**ABSTENTION :      11    GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
   GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras**  
**POUR :                      32    MAJORITE MUNICIPALE**

Monsieur le Maire invite donc les conseillers municipaux à réintégrer la salle des mariages.

22 heures 10 : Les conseillers municipaux s'installent en salle des mariage. Le quorum étant atteint, Monsieur le maire soumet au vote la fin du huis clos :

*Miloud Gherras, Gilles Garnier, Patrick Lascoux et Francis Flouzat ne prennent pas part au vote (absents)*

**ABSTENTION :      6    Olivier Sarrabeyrouse (pouvoir Christiane Del Pozo), Jean-  
   Paul Lefebvre, Anne Déo, Pascale Labbé, Ibrahim Diarra**  
**POUR :                      32    MAJORITE MUNICIPALE**

Suite à ce vote, la séance du conseil municipal est à nouveau publique.

### **3 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

#### **DÉSIGNATION DU CONSEILLER MÉTROPOLITAIN DE LA VILLE DE NOISY LE SEC AU SEIN DU CONSEIL DE TERRITOIRE DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL "EST ENSEMBLE" ET DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS**

**Rapporteur :** Monsieur Laurent RIVOIRE

La création de l'établissement public territorial (EPT ci-après) issue des lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, N°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) interviendra au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le nombre de conseillers de territoire est fixé en fonction du droit commun des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (art. L.5211-6-1 du code général des collectivités territoriales), c'est-à-dire en fonction du nombre d'habitants qu'ils regroupent, sans possibilité de recours à un accord local (art L.5219-9-1 du code général des collectivités territoriales issu de la loi dite NOTRe).

Le conseil de territoire comprend ainsi 80 membres (tranche de 350 000 à 499 999 habitants)

La répartition des sièges entre les communes d'un même EPT s'effectue à la proportionnelle à plus forte moyenne, ce qui donne le partage suivant:

	<b>Population municipale 2012</b>	<b>Nombre de conseillers métropolitains (L. NOTRe) (1<sup>ère</sup> délibération)</b>	<b>Nombre de conseillers de territoire en application L.5211-6-I-III CGCT</b>	<b>Restent à désigner (2<sup>nde</sup> délibération)</b>
Bagnolet	34 920	1	7	6
Bobigny	48 496	1	10	9
Bondy	52 787	1	11	10
Les Lilas	22 920	1	4	3
Montreuil	103 520	2	21	19
<b>Noisy le sec</b>	<b>40 161</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>7</b>
Pantin	53 060	1	11	10
Pré Saint-Gervais	18 025	1	3	2
Romainville	25 411	1	5	4
Total	399 300	10	80	70

Le lien étant établi par la loi entre conseiller métropolitain et conseiller territorial et, une fois déterminé le nombre de conseillers métropolitains par commune, il convient de désigner, par une seconde élection, les conseillers territoriaux supplémentaires.

Cette élection doit intervenir entre le 11 décembre 2015, date de publication du décret de périmètre et la première réunion du conseil de territoire, programmée le 19 janvier 2016, permettant de réunir ainsi les délégués désignés.



La présente délibération a donc pour objet de désigner le conseiller métropolitain qui représentera la Ville de Noisy le Sec.

Ce conseiller est élu par le conseil municipal parmi ses membres au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation, et parmi les conseillers communautaires pour les communes déjà membres d'un EPCI à fiscalité propre.

Il convient ensuite de procéder à une nouvelle élection, dans une seconde délibération, afin de désigner les sept conseillers de territoire supplémentaires.

## **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n° 2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Romainville,

Considérant qu'il convient de désigner le conseiller métropolitain qui représentera la Ville de Noisy le Sec

Considérant que la désignation s'effectue au scrutin de liste avec représentation proportionnelle à la plus forte moyenne,

Il est procédé au scrutin de liste à un tour à l'élection du conseiller métropolitain,

Listes déposées:

- Liste n°1, pour la majorité municipale : monsieur Laurent Rivoire
- Liste n°2, pour le groupe « socialiste et citoyen » : monsieur Jean-Paul Lefebvre

A l'issue du vote, il résulte du dépouillement des bulletins, réalisé sous la surveillance de deux scrutateurs (Julien Ragaz et Fadhil Korimbocus), les résultats ci-après:

Nombre de votants : 43  
Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 43  
Nombre de bulletins blancs et nuls : 2  
Nombre de suffrages exprimés : 41

Nombre de suffrages obtenus :

- Liste n°1 : 32
- Liste n°2 : 9

## **PROCLAME**

### Article 1:

L'élection, en qualité de conseiller métropolitain :

- Monsieur Laurent Rivoire

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

#### **4 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

##### **DÉSIGNATION DES CONSEILLERS TERRITORIAUX SUPPLÉMENTAIRES AU SEIN DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL "EST ENSEMBLE"**

**Rapporteur :** Monsieur Laurent RIVOIRE

La création de l'établissement public territorial (EPT ci-après) issue des lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, N°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) interviendra au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le nombre de conseillers de territoire est fixé en fonction du droit commun des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (art. L.5211-6-1 du code général des collectivités territoriales), c'est-à-dire en fonction du nombre d'habitants qu'ils regroupent, sans possibilité de recours à un accord local (art L.5219-9-1 du code général des collectivités territoriales issu de la loi dite NOTRe).

Le conseil de territoire comprend ainsi 80 membres (tranche de 350 000 à 499 999 habitants)

La répartition des sièges entre les communes d'un même EPT s'effectue à la proportionnelle à plus forte moyenne, ce qui donne le partage suivant:

	<b>Population municipale 2012</b>	<b>Nombre de conseillers métropolitains (L. NOTRe) (1<sup>ère</sup> délibération)</b>	<b>Nombre de conseillers de territoire en application L.5211-6-I-III CGCT</b>	<b>Restent à désigner (2<sup>nde</sup> délibération)</b>
Bagnolet	34 920	1	7	6
Bobigny	48 496	1	10	9
Bondy	52 787	1	11	10
Les Lilas	22 920	1	4	3
Montreuil	103 520	2	21	19
<b>Noisy le sec</b>	<b>40 161</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>7</b>
Pantin	53 060	1	11	10
Pré Saint-Gervais	18 025	1	3	2
Romainville	25 411	1	5	4
Total	399 300	10	80	70

Le lien étant établi par la loi entre conseiller métropolitain et conseiller territorial et, une fois déterminé le nombre de conseillers métropolitains par commune, il convient de désigner, par une seconde élection, les conseillers territoriaux supplémentaires.

Cette élection doit intervenir entre le 11 décembre 2015, date de publication du décret de périmètre et la première réunion du conseil de territoire, programmée le 19 janvier 2016, permettant de réunir ainsi les délégués désignés.



Suite à la délibération précédente ayant désigné conseiller métropolitain qui représentera la Ville de Noisy le Sec, la présente délibération a donc pour objet de désigner les sept conseillers territoriaux supplémentaires selon l'article L.5211-6-2 du CGCT.

Les conseillers concernés sont élus par le conseil municipal parmi les conseillers communautaires sortants au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe. La répartition des sièges entre les listes s'effectue à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

## **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29, L. 5211-6-1, L.5211-6-2 et L. 5219-9-1,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le code électoral et notamment ses articles 273 et suivants,

Vu le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris,

Vu le décret n° 2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Romainville,

Vu la délibération n° 2015/12-03 du Conseil Municipal du 17 Décembre 2015 portant désignation du conseiller métropolitain,

Considérant que, selon les termes de l'article L. 5219-9-1 du code général des collectivités territoriales, les conseillers métropolitains sont de droit conseillers territoriaux,

Considérant que les conseillers communautaires sortants sont seuls susceptibles de figurer sur la liste, conformément à l'article L. 5211-6-2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il convient de désigner les sept conseillers territoriaux supplémentaires qui siégeront au Conseil de Territoire parmi les conseillers communautaires sortants,

Considérant que la désignation s'effectue au scrutin de liste avec représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, selon les modalités prévues à l'article L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales.

Il est procédé au scrutin de liste à un tour à l'élection des conseillers territoriaux,

Listes déposées:

- Liste n°1, pour la majorité municipale, composée de Mme Marie-Rose Harenger, M. Dref Mendaci, Mme Laurence Cordeau, M. Olivier Deleu, Mme Yveline Jen, M. Karim Hamrani
- Liste n°2, pour le groupe «rouge et verte la gauche ensemble », composée de M. Olivier Sarabeyrouse, Mme Anne Déo

A l'issue du vote, il résulte du dépouillement des bulletins, réalisé sous la surveillance de deux scrutateurs (Julien Ragaz et Fadhil Korimbocus), les résultats ci-après :

Nombre de votants : 43

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 43

Nombre de bulletins blancs et nuls : 1

Nombre de suffrages exprimés : 42



Nombre de suffrages obtenus :

- Liste n°1 : 31
- Liste n°2 : 11

## **PROCLAME**

### Article 1 :

L'élection, en qualité de représentants du conseil municipal de la ville de Noisy le Sec au sein du Conseil de Territoire dont il relève à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 :

- Mme Marie-Rose Harenger
- M. Dref Mendaci
- Mme Laurence Cordeau
- M. Olivier Deleu
- Mme Yveline Jen
- M. Olivier Sarrabeyrouse
- Mme Anne Déo

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

## **5 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

### **DÉSIGNATION DU CORRESPONDANT AU SEIN DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

**Rapporteur :** Monsieur Laurent RIVOIRE

Le dernier comité interministériel à la sécurité routière, réuni par le Premier Ministre le 2 octobre 2015 a conclu que face à l'aggravation des statistiques de l'accidentalité constatée depuis 2014, la diminution de la mortalité routière (objectif de moins de 2 000 tués au plan national pour 2020) devait être réaffirmée comme une priorité des pouvoirs publics.

Lors de ce comité, il a été rappelé qu'améliorer la sécurité routière exigeait de ne pas relâcher les efforts et, au delà du renforcement annoncé des moyens de l'État, une mobilisation sans faille de l'ensemble des partenaires concernés. Parmi ceux-ci les maires, en charge sur le territoire de leur commune de pouvoirs de police et de contrôle mais également maîtres d'ouvrage en matière d'aménagement et d'urbanisme, sont des acteurs essentiels.

A ce titre, ils sont représentés au sein de la commission départementale de sécurité routière émanant de la conférence départementale de sécurité. Il est prévu que cette instance se réunira début 2016 afin d'établir un bilan général de la politique menée dans le domaine en Seine-Saint-Denis et d'arrêter des axes d'action pour l'avenir permettant d'inverser les chiffres de la sinistralité restant trop élevé dans le département (2903 accidents corporels, 37 tués en 2014).

Pour une efficacité maximale, le dispositif mis en œuvre pour lutter contre l'insécurité routière doit en effet avoir un caractère global et combiner des opérations d'aménagement conçues dans une finalité de partage optimal de l'espace public entre les différents types d'usagers avec des actions de prévention en milieu scolaire, en entreprises et toutes structures collectives drainant un large public.

Afin de représenter les intérêts de la commune au sein de cette instance, il est proposé au conseil municipal de désigner monsieur Yahia-Chérif, conseiller municipal délégué à la sécurité, en tant que correspondant de la commission départementale de sécurité routière.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles R. 411-10 et suivants du code de la route,

Vu la délibération 2014/04-04-01 du 4 avril 2014 relative à l'installation du conseil municipal,

Considérant la nécessité de mobiliser l'ensemble des partenaires concernés par la sécurité routière afin de réduire la mortalité routière,

Considérant l'intérêt pour la municipalité d'être représentée au sein de la commission départementale de sécurité routière,

### **DELIBERE**

#### **Article 1 :**

Désigne monsieur Yahia-Chérif, conseiller municipal délégué à la sécurité, afin de représenter la municipalité au sein de la commission départementale de sécurité routière.

#### **Article final :**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### **UNANIMITE**

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**



## **6 - DIRECTION DES FINANCES**

### **GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM SOGEMAC HABITAT DESTINÉE À FINANCER L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION D'UN IMMEUBLE À USAGE LOCATIF DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX SITUÉE AU 2 RUE DENIS PAPIN À NOISY-LE-SEC**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

La SA HLM Sogemac Habitat sollicite la garantie d'emprunt de la commune par son courrier du 17 avril 2015 portant sur l'opération de réhabilitation d'un immeuble à usage locatif de 11 logements sociaux située au 2 rue Denis Papin.

#### **Rappel du contexte et détail de l'opération :**

La Sogemac Habitat dispose des agréments et convention de l'Etat afin de réaliser son opération de réhabilitation et elle souhaite obtenir la garantie communale afin de compléter son dossier de financement d'emprunteur (Sogemac Habitat) lui permettant l'octroi de prêt conventionné auprès du prêteur (Caisse des Dépôts et Consignation) d'un montant total de 444 348 euros.

Le programme proposé est composé d'un immeuble de 11 logements conventionnés en PLAI d'une surface habitable totale de 378 m<sup>2</sup> répartis selon de typologie ci dessous :

- 1 T1
- 7 T2
- 3 T3

#### **Les principaux travaux envisagés sont les suivants :**

##### **1) Sécurité collective et individuelle**

- Réfection complète des installations électriques en parties communes et privatives,
- Remplacement du désenfumage de la cage d'escalier,
- Recouplement CF des gaines techniques palières,
- Vérification des scellements et mise en conformité des garde-corps,
- Suppression et dépose du réseau gaz existant non utilisé,
- Mise en place des blocs autonomes d'éclairage habitations (BAEH) dans les parties communes,
- Remplacement des portes palières,
- Installations d'un détecteur avertisseur autonome de fumée par logement (DAAF).

##### **2) Clos et couvert**

- Isolation extérieure des façades,
- Révision des toitures et isolation des combles,
- Remplacement des menuiseries extérieures,
- Remplacement des descentes EP en façade.

##### **3) Ventilation, chauffage**

- Remplacement et création d'équipements de chauffage électrique individuel,
- Remise à niveau des installations de ventilation mécanique contrôlée (VMC).

##### **4) Amélioration du confort collectif**

- Réaménagement des halls (traitement plomb, remplacement porte, peinture, faux-plafond, éclairage),
- Contrôle d'accès des halls d'entrée par un dispositif d'interphone,
- Réfectin des réseaux d'alimentation eau froide et d'évacuations (EU et EV).

##### **5) Amélioration du confort individuel**

- Remplacement des appareils sanitaires, en cuisine, salle de bains et WC,
- Remplacement des revêtements des pièces humides,
- Revêtement faïence (cuisine, et salle de bains).

Ces travaux permettront une baisse considérable de la consommation énergétique comme ci-dessous :

- Avant travaux : 576 kwh/m<sup>2</sup>.an
- Après travaux : 313 kwh/m<sup>2</sup>.an

#### **Le plan de financement de la construction:**

##### **Ressources :**

	<i>Montant</i>	<i>%</i>
Prêt PAM	312 348 €	37,66
Ecoprêt	132 000 €	15,92
<b>Total des prêts CDC</b>	<b>444 348 €</b>	<b>53,58</b>
Fonds propres	385 000 €	46,42
<b>TOTAL</b>	<b>829 348 €</b>	<b>100</b>



Il est demandé au conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la Sogemac Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 444 348 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

En contrepartie de la garantie, la Sogemac Habitat réserve 2 logements au contingent ville soit 20% du programme répartis par typologie : 2 appartements T2

## **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Sogemac Habitat en date du 17 avril 2015 concernant la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer l'opération de réhabilitation d'un immeuble à usage locatif de 11 logements sociaux située au 2 rue Denis Papin à Noisy-le-Sec,

Vu le contrat de prêt n° 34476 en annexe signé entre Sogemac Habitat, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SA d'HLM Sogemac Habitat tendant à obtenir la garantie financière de la ville du montant emprunté de quatre-cent-quarante-quatre-mille-trois-cent-quarante-huit euros (444 348 euros),

La commission des finances consultée.

## **DELIBERE**

### Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant total de quatre-cent-quarante-quatre-mille-trois-cent-quarante-huit euros (444 348 euros), souscrit par la SA d'HLM Sogemac Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°34476, constitué de n°2, ligne(s) du prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

### Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

## **UNANIMITE**

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**

## **7 - DIRECTION DES FINANCES**

### **APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLECT**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Par délibération en date du 16 février 2010, le conseil communautaire a créé la commission locale d'évaluation des charges transférées. Elle a pour mission l'évaluation du montant des charges correspondant aux compétences transférées des villes à la communauté d'agglomération "Est Ensemble".

Cela permet ainsi de déterminer le montant des attributions de compensation versées par la communauté d'agglomération aux villes membres.

En 2013, la CLECT a réalisé l'évaluation des charges nettes transférées au titre des compétences "Politique de la Ville", "Déplacements", "développement économique" et "construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire".

En 2014, l'évaluation des charges de personnel pour la compétence "accès au droit" au sein de la compétence "politique de la ville" a été réalisée, ainsi qu'un complément d'évaluation pour les compétences "aménagement", "développement économique", "équipements culturels et sportifs", "équilibre social de l'habitat", "politique de la ville", sur les charges d'entretien, de nettoyage, de gardiennage, de personnel non permanent, de fonctions ressources hors masse salariale, de communication.

En 2015, l'évaluation des charges nettes portait sur les compétences "équilibre social de l'habitat" et "espaces verts". Une correction de l'évaluation de charges nettes au titre des compétences "aménagement" et "développement économique" a également été apportée.

Au vu de ces éléments, la CLECT, dans son rapport a adopté le 19 novembre 2015, fixe l'attribution de compensation définitive pour l'année 2015 de la ville de Noisy-le-Sec pour un montant de 10 393 173,43 € ainsi que les attributions de compensation définitives pour les années 2010 à 2014.

Aussi, il est demandé au conseil municipal d'adopter le rapport de la CLECT qui lui est présenté.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5211-4-1-II,

Vu le code général des impôts, en particulier l'article 1609 nonies C,

Vu l'arrêté préfectoral n°09-3597 du 22 décembre 2009 portant création de la communauté d'agglomération,

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-1733 du 13 juin 2012 modifiant les statuts de la communauté d'agglomération,

Vu la délibération 2010-02-16-7 du conseil communautaire du 6 février 2010 portant création de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT),

Vu le rapport de la CLECT adopté lors de sa réunion du 19 novembre 2015,

Vu l'avis de la commission des finances – développement économique,

Considérant le travail accompli par la CLECT afin d'évaluer l'ensemble des charges liées aux compétences transférées à la communauté d'agglomération Est Ensemble et assumées par elle,

Considérant que lors de sa séance du 19 novembre 2015 les membres de la CLECT ont approuvé le rapport soumis à délibération portant sur les charges permettant la fixation de l'attribution de compensation définitive pour l'année 2015 mais aussi la fixation de l'attribution de compensation pour les années 2010 à 2014,



Considérant qu'il appartient aux conseils municipaux d'approuver le rapport de la CLECT dans les conditions de majorité requises à l'article L. 5211-5 du CGCT, à savoir la moitié des conseils municipaux représentant deux tiers de la population ou les deux tiers des conseils municipaux représentant la moitié de la population,

**DELIBERE**

Article 1:

Approuve le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées adopté le 19 novembre 2015 relatif à l'évaluation des charges permettant de fixer l'attribution de compensation définitive pour l'année 2015, mais aussi pour l'année 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015.

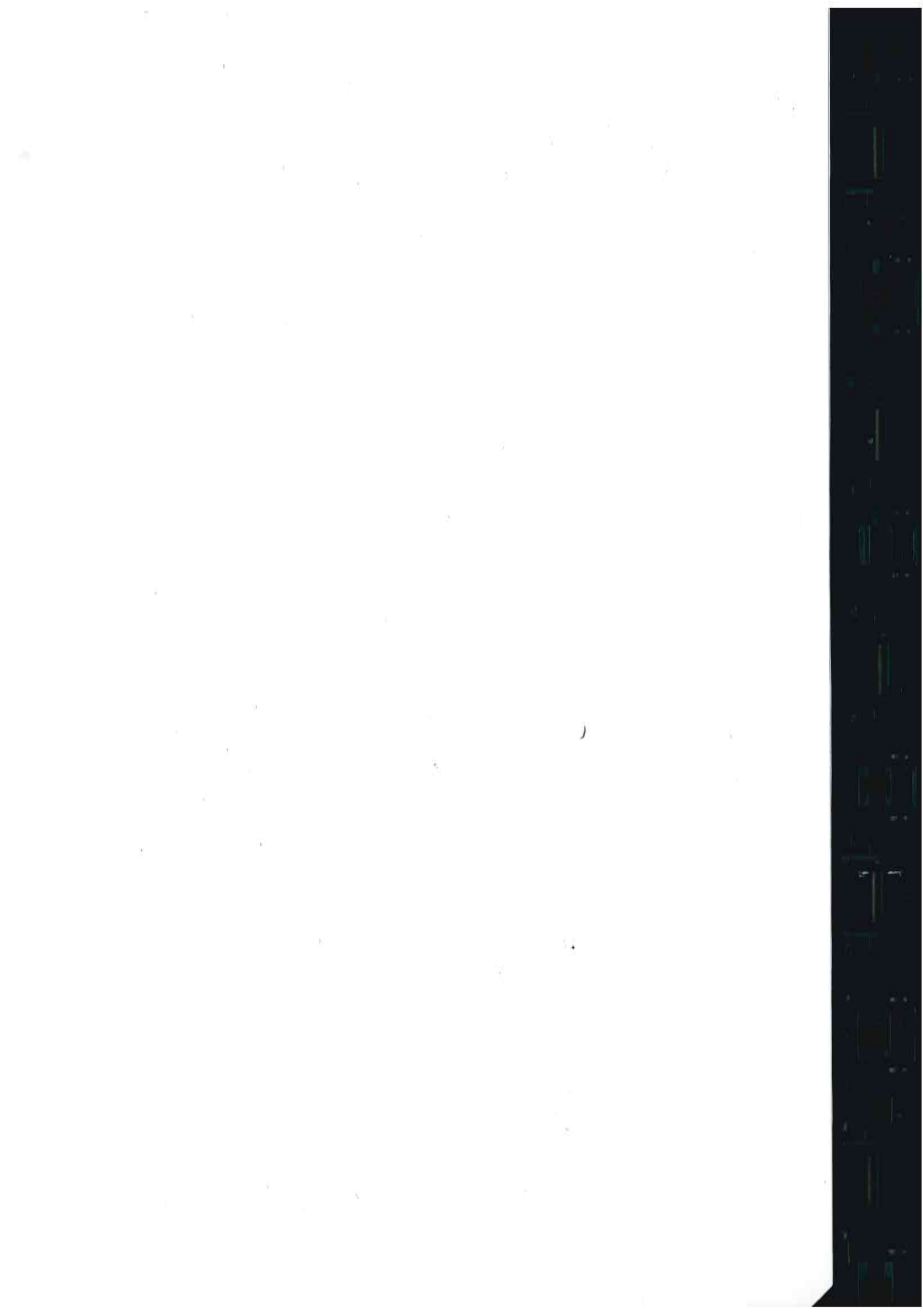
Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**UNANIMITE**

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**





## **8 - DIRECTION DES FINANCES**

### **CONTRIBUTION COMMUNALE OBLIGATOIRE RELATIVE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCOLE SAINTE-CROIX POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2015/2016.**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Aux termes de l'article L442-5 du Code de l'éducation, «les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public».

L'école privée Sainte Croix a conclu avec l'État un contrat d'association à l'enseignement public en date du 18 octobre 2004 et dénombre pour l'année scolaire 2015/2016, 118 élèves.

Il est proposé de reconduire le montant forfaitaire de 618 euros par élève de l'année scolaire 2014/2015 pour l'année scolaire 2015/2016.

Par conséquent, il est proposé au conseil municipal d'approuver le versement de la contribution forfaitaire annuelle obligatoire pour l'année scolaire 2015/2016 à l'école privée Sainte-Croix pour un montant de 72 924 euros.

## **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2321-2,

Vu le Code de l'éducation et notamment en son article L442-5 alinéa 4,

Vu l'article 89 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la circulaire en date du 27 août 2007 relative aux modifications apportées par la loi relative aux libertés et responsabilités locales en matière de financement par les communes des écoles privées sous contrat,

Vu le contrat d'association à l'enseignement public en date du 18 octobre 2004, conclu entre l'État et l'école privée Sainte Croix,

Considérant que l'école Sainte-Croix dénombre pour l'année scolaire 2015/2016, 118 élèves,

Considérant que l'estimation du coût moyen d'un élève est fixée à 618 euros pour l'année scolaire 2014/2015, a été reconduite pour l'année 2015/2016,

La Commission des finances consultée,

## **DELIBERE**

### **Article 1:**

Approuve le versement de la contribution communale obligatoire relative aux dépenses de fonctionnement de l'école Sainte-Croix, ayant son siège, sis 55 rue Henri Barbusse à Noisy-le-Sec, pour l'année scolaire 2015/2016 pour un montant de 72 924 euros.

### **Article 2:**

Dit que les crédits correspondants sont prévus au budget de la Ville, chapitre 65.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

<b>ABSTENTION :</b>	<b>3</b>	<b>Olivier Sarrabeyrouse (pouvoir Christiane Del Pozo), Gilles Garnier</b>
<b>POUR :</b>	<b>37</b>	<b>MAJORITE MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>3</b>	<b>Anne Déo, Pascale Labbé, Patrick Lascoux</b>

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**



## **9 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

### **CONVENTION ENTRE LA CITÉ DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS, PROJET DEMOS**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

DEMOS est un projet expérimental d'apprentissage intensif de la pratique orchestrale, en direction de jeunes habitants des quartiers relevant de la politique de la ville, ne disposant pas des ressources économiques, sociales ou culturelles pour découvrir et pratiquer la musique classique dans les institutions existantes.

Il s'agit d'abord de favoriser l'accès à une culture musicale à caractère patrimonial, privilégiant très souvent des modes de transmission écrits, permettant à ces jeunes de s'inscrire durablement dans une activité perçue comme inaccessible et de faire évoluer certaines représentations liées aux musiques classiques.

Il s'agit également d'inscrire ces mêmes jeunes dans un dispositif à la fois ouvert et structuré (assiduité, rigueur, concentration, expressivité) afin de développer confiance en soi, respect de l'autre, envie de communiquer, prise de risque.

À ces fins, une démarche innovante est élaborée. Elle associe une pédagogie collective fondée sur la pratique instrumentale et un suivi social très appuyé. Elle implique donc, outre les musiciens professionnels, de nombreux experts du champ social.

Ce projet à dimension nationale, coordonné par la Cité de la musique va permettre à 3000 enfants en France de s'initier à la pratique orchestrale entre septembre 2015 et juin 2018. 240 enfants de 16 communes de Seine-Saint-Denis y participeront dont 120 enfants de 8 communes d'Est Ensemble qui constitueront l'orchestre DEMOS de Seine-Saint-Denis - Est Ensemble.

La ville de Noisy-le-Sec participe à ce projet depuis 2010. La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Cité de la musique, la Ville avec le concours du centre de loisirs Arthur Rimbaud et le Conservatoire municipal de musique et de danse de Noisy-le-Sec, collaborent à la mise en œuvre du Projet jusqu'au 30 juin 2018.

A partir de cette année, une contribution financière annuelle de 3000 €, représentant 10% du coût du projet, est demandée aux villes participantes. Cette participation financière, prise sur le budget de la Direction des Affaires culturelles de la ville, ajoutée à celle du Ministère de la culture, du CGET, du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis, d'Est Ensemble et des mécènes permet la constitution d'un groupe DEMOS à Noisy-le-Sec,

Il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer la convention triennale DEMOS 2015-2018 avec la Cité de la musique, Établissement Public National à caractère Industriel et Commercial (EPIC).

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu l'article L 2321-2 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant le projet DEMOS auquel la Ville de Noisy-le-Sec participe depuis l'année 2010,

Considérant que le troisième volet de ce projet à dimension nationale, coordonné par la Cité de la musique va permettre à 3000 enfants en France de s'initier à la pratique orchestrale entre septembre 2015 et juin 2018. 240 enfants de 16 communes de Seine-Saint-Denis y participeront dont 120 enfants de 8 communes de Plaine Commune qui constitueront l'orchestre DEMOS de Seine-Saint-Denis-Plaine Commune et 120 enfants de 8 communes d'Est Ensemble qui constitueront l'orchestre DEMOS de Seine-Saint-Denis - Est Ensemble.

Considérant que la présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Cité de la musique, la Ville avec le concours du centre de loisirs Arthur Rimbaud et le Conservatoire municipal de musique et de danse de Noisy-le-Sec, collaborent à la mise en œuvre du Projet jusqu'au 30 juin 2018.

Considérant qu'à partir de cette année, une contribution financière annuelle de 3000 € est demandée aux villes participantes, que cette participation financière, prise sur le budget de la Direction des Affaires culturelles de la ville, ajoutée à celle du Ministère de la culture, du CGET, du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis, d'Est Ensemble et des mécènes, permet la constitution d'un groupe DEMOS à Noisy-le-Sec,

**DELIBERE**

Article 1 :

Autorise M. le Maire ou son représentant à signer la convention triennale DEMOS 2015-2018 avec la Cité de la musique, Établissement Public National à caractère Industriel et Commercial (EPIC).

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**UNANIMITE**

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**



## **10 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

### **LA GALERIE, SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE DU DÉPARTEMENT POUR LE DISPOSITIF "LA CULTURE ET L'ART AU COLLÈGE"**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, une à destination d'un artiste, une autre d'un commissaire d'exposition étranger et une troisième à destination d'un artiste ou critique d'art écrivain. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents. Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences. La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un journal bilingue gratuit pour chaque exposition.

Le plan départemental « La Culture et l'Art au Collège (CAC) » concrétise la volonté du Département de contribuer, en partenariat avec l'Inspection académique, à l'ouverture culturelle et à la réussite scolaire des collégiens par la mise en œuvre d'actions artistiques de qualité. La CAC est fondée sur le principe de la mise en place de trois parcours par collège. Chaque parcours, dans son ensemble, représente une quarantaine d'heures d'activités, réparties entre la pratique, les sorties culturelles, et l'analyse critique. Pour la mettre en œuvre, un appel à projets a été lancé par le Département en direction des acteurs artistiques et culturels œuvrant en Seine-Saint-Denis. Au nombre des parcours retenus pour l'année scolaire 2015-2016, figure celui proposé par la Commune de Noisy-le-Sec pour La Galerie, Centre d'art contemporain, au collège Jacques Prévert à Noisy-le-Sec.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention de fonctionnement de 3 800 € auprès du Département de la Seine-Saint-Denis pour mener à bien le parcours « La Culture et l'Art au Collège ».

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu l'article L 2321-2 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que la qualité et la pertinence des actions conduites par La Galerie, centre d'art contemporain, permettent un partenariat renouvelé entre la commune de Noisy-le-Sec et le Département de la Seine-Saint-Denis,

Considérant que le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement le projet artistique et culturel de La Galerie dans le cadre d'une convention pluriannuelle 2014-2017,

#### **DELIBERE**

##### **Article 1 :**

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention de fonctionnement de 3.800 € auprès du Département de la Seine-Saint-Denis pour mener à bien le parcours « La Culture et l'Art au Collège » au collège Jacques Prévert à Noisy-le-Sec, pour l'année scolaire 2015-2016.

##### **Article 2 :**

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

##### **Article 3 :**

Dit que la recette sera inscrite au chapitre 74, article 7472, fonction 322 du budget de la ville.



Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**UNANIMITE**

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**

## **11 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE**

### **APPROBATION DES CONVENTIONS D'OBJECTIFS DES ASSOCIATIONS SPORTIVES POUR L'ANNÉE 2016**

**Rapporteur :** Madame Sarra BEN ALI

Forte de 45 associations sportives et près de 5300 adhérents, Noisy-le-Sec ville sportive, mène une politique publique dynamique et volontariste pour le développement et le soutien du sport dans notre ville.

Soutenir le secteur sportif est une volonté municipale qui permet d'impulser auprès des associations noiséennes une politique sportive permettant la création de section en faveur du sport féminin, la mise en place de projets pour développer une pratique sportive partagée ou en faveur de sportifs porteurs de handicap mais aussi pour soutenir le sport de haut niveau.

Les axes de cette politique sportive ambitieuse mis en place par la Direction des sports et de la jeunesse se traduisent également par :

- un soutien actif et renforcé aux sports scolaires
- des animations sportives destinées à tous les jeunes Noiséens
- des événementiels sportifs destinés aux associations et aux jeunes de tous les quartiers
- un soutien financier, logistique et technique aux associations

Le soutien aux associations sportives, se traduit par des aides indirectes et directes mais également par des partenariats nombreux sur différents projets.

Les aides indirectes attribuées aux associations par la ville se traduisent notamment par la signature d'une convention de mise à disposition de locaux pour la pratique sportive des adhérents. Des aides directes sont également attribuées sous la forme de subventions de fonctionnement.

*"L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée".*

Cette obligation concerne les subventions "dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €" (D. n° 2001-495, 6 juin 2001, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

Les associations sportives noiséennes qui percevront au titre de l'année 2016 une subvention municipale de plus de 23 000 € et qui doivent signer une convention d'objectifs avec la municipalité, sont les suivantes :

Basket Ball Association Noiséenne	23 000 €
Hand Ball Club Noiséen	23 000 €
Rugby Club Noiséen	31 500 €
Noisy-le-Sec Athlétisme	36 500 €
La Vigilante	52 500 €
Cercle des Nageurs Noiséens	93 000 €

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver les conventions d'objectifs annexées et d'autoriser, le cas échéant, leur signature par Monsieur le maire ou son représentant.

#### **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000.

Considérant qu'il y a lieu de soutenir financièrement les associations sportives qui ont pour objet de viser un but non lucratif, éducatif, de solidarité ou de développement des activités physiques et sportives.

**DELIBERE**

Article 1:

Le conseil municipal ayant autorisé le versement des subventions pour l'année 2016 aux associations sportives suivantes :

Basket Ball Association Noiséenne	23 000 €
Hand Ball Club Noiséen	23 000 €
Rugby Club Noiséen	31 500 €
Noisy-le-Sec Athlétisme	36 500 €
La Vigilante	52 500 €
Cercle des Nageurs Noiséens	93 000 €

Article 2 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2016 à l'imputation 6574

Article 3 :

Approuve les conventions d'objectifs conclues pour l'attribution des subventions

Article 4 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**UNANIMITE**

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**



## 12 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

### APPROBATION DE LA CONVENTION TRIENNALE 2016 - 2018 ENTRE L'OLYMPIQUE NOISY-LE-SEC BANLIEUE 93 ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

**Rapporteur :** Madame Sarra BEN ALI

La ville de Noisy-le-Sec porte les valeurs du sport comme un axe important d'une politique locale ambitieuse et soutient activement par des aides directes et indirectes les 45 associations sportives pour près de 5 300 adhérents.

Par ailleurs, cette politique sportive impulsée par la municipalité porte le sport comme vecteur de lien social et défend des valeurs d'accessibilité, de diversité comme piliers et enjeux à intégrer dans les programmes proposés.

Aussi au vu de l'intérêt que présentent les actions menées par l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 pour les Noiséens depuis plusieurs années et de l'offre sportive proposée par le club, 14 équipes engagées en championnat officiel, allant du sport de masse au haut niveau dans toutes les catégories d'âge pour un total de près de 800 licenciés.

Mais aussi des projets autour de la lutte contre toute forme de discrimination, le développement du sport féminin, l'insertion des personnes porteuses de handicap et le combat contre la violence qui s'inscrivent comme des orientations prioritaires de la politique municipale.

La ville de Noisy-le-Sec décide de renouveler la convention triennale avec l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 pour les années 2016, 2017 et 2018 et d'attribuer au club une subvention fixe arrêtée au budget primitif annuel 2016, 2017, 2018 augmentée par une subvention d'objectifs complémentaires attribuée chaque année en fin de saison en fonction de la réussite des objectifs fixés par la présente.

Détail des subventions complémentaires sur objectifs versées pour la saison sportive se terminant dans l'année civile.				
Volets	3-Objectifs sociaux	Montant	4-Objectifs sportifs	Montant
Descriptions	Développement de la pratique Handisport	3 000 €	Équipe 1ère en Nationale	Avenant à la convention
	Les valeurs de citoyenneté dans le sport	3 000 €	Évolution de l'équipe 1ère en Championnat de France Amateur	32 000 €
	Actions spécifiques en faveur du lien social	3 000 €	Évolution de l'équipe 1ère au niveau régional	0 €
	Actions pour le développement du sport féminin	3 000 €	Qualification pour un 32ème de finale de Coupe de France	5 000 €

## **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000.

Vu le projet de convention triennale,

Considérant l'intérêt que représente pour la ville et ses habitants l'action menée par l'association Olympique Banlieue 93 depuis plusieurs années.

Considérant que l'association s'est engagée depuis plus de vingt ans dans une pratique citoyenne de sa discipline en développant en direction des jeunes des actions à caractère social performantes et ambitieuses.

Considérant les quatorze équipes engagées en compétitions dans toutes les catégories dont une évoluant au niveau national.

Considérant que l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 s'inscrit dans une démarche d'intérêt général convergent avec celle de la ville, et qu'une politique sportive ambitieuse ne peut se traduire sur un seul exercice budgétaire,

## **DELIBERE**

### Article 1 :

Approuve la convention triennale.

### Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

### Article 3 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2016 à l'imputation 6574.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

## **UNANIMITE**

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**



### **13 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

#### **TRANSFERT DE LA PROCÉDURE DE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME AU PROFIT DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL**

**Rapporteur :** Madame Yveline JEN

Suite à la promulgation de la loi NOTRe, le 7 août dernier, des modifications substantielles ont été apportées au régime de la future Métropole du Grand Paris. En particulier, ont été créés les Établissements Publics Territoriaux (EPT), à qui la loi confère désormais la compétence pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), qui couvrira à terme, l'ensemble du territoire intercommunal.

Dans l'attente de l'approbation du PLUi, l'EPT peut décider d'achever les procédures d'élaboration ou d'évolution des PLU initiées par ses communes membres, avec l'accord du Conseil municipal des communes concernées.

La commune du Noisy-le-Sec avait décidé, par arrêté en date du 1 décembre 2015, de prescrire la modification de son Plan local d'urbanisme (PLU).

Comme indiqué lors de précédentes instances et réunions publiques, le premier objectif de cette modification n°1 du PLU de la Ville est de prendre en compte de manière plus précise le projet de requalification du quartier de la Plaine Ouest, par l'intermédiaire d'une modification de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (AOP), d'une diminution de l'emprise de la Zone UAa afin de garantir l'équilibre de la mixité fonctionnelle au sein du secteur, la création de nouveaux emplacements réservés et la création de périmètres d'attente de projet d'aménagement global au titre de l'article L.123-2-a du Code de l'Urbanisme.

Cette modification doit également permettre, après trois années de mise en œuvre de ce document d'urbanisme, de renforcer la cohérence d'écriture et de consolider le règlement du PLU afin de faciliter son application et de renforcer sa lisibilité pour le public comme pour les porteurs de projet, privés comme publics.

Au surplus, cette modification permettra de prendre en compte certains projets supra-communaux comme l'arrivée du Métro 11 et de mettre à jour certaines annexes.

Compte tenu de l'importance des objectifs poursuivis par la commune lors du lancement de la modification de son PLU, il apparaît nécessaire de demander à l'EPT de mener à son terme cette procédure initiée par la Ville.

Il est donc demandé au Conseil municipal de donner son accord à l'Établissement Public Territorial afin qu'il achève la procédure de modification du PLU engagée par la Commune de Noisy-le-Sec.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5219-5,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L141-17,

Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 59,

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2015 portant sur la première modification du Plan local d'urbanisme de la Ville de Noisy-le-Sec,

Considérant que la Ville de Noisy-le-Sec a engagé une procédure de modification de son document d'urbanisme en vue de consolider le projet d'aménagement du secteur de la Plaine Ouest, mais également d'apporter des précisions de rédactions et d'articulation du règlement d'urbanisme, à titre principal,



Considérant que la compétence relative à l'élaboration du PLU intercommunal sera assumée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 par le nouvel Établissement Public Territorial (EPT),

Considérant que la procédure de modification du PLU de la Commune de Noisy-le-Sec ne sera pas achevée à cette date,

Considérant l'intérêt pour la commune de Noisy-le-Sec de voir aboutir la procédure de modification de son PLU dans l'attente de l'approbation du futur Plan local d'urbanisme intercommunal,

#### **DELIBERE**

##### Article 1 :

Donne son accord à l'Établissement Public Territorial afin qu'il achève la procédure de modification du PLU engagée par la Commune de Noisy-le-Sec.

##### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

<b>ABSTENTION :</b>	<b>6</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>
<b>POUR :</b>	<b>37</b>	<b>MAJORITE MUNICIPALE ET GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras</b>

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**

## **14 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

### **APPROBATION DE L'AVENANT N°2 A LA CONVENTION SUPPORT DE TRANSFERT DE LA ZAC DU QUARTIER DURABLE DE LA PLAINE DE L'OURCQ**

**Rapporteur :** Madame Yveline JEN

La ZAC du Quartier Durable de la Plaine de l'Ourcq a été créée par délibération du Conseil Municipal de Noisy-le-Sec en date du 29 septembre 2011. Par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2011, la ZAC a été reconnue d'intérêt communautaire.

Les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers ont été ensuite adoptées par le conseil communautaire du 11 décembre 2013, conformément à l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales.

Par délibération du 11 février 2014 la Communauté d'Agglomération a :

- désigné Sequano aménagement comme concessionnaire de la ZAC ;
- approuvé le traité concession et autorisé son Président à signer ce dernier et toutes les pièces y afférentes.

Un avenant N°1 a été approuvé lors du Conseil communautaire du 18 novembre 2014 et du conseil municipal du 27 novembre 2014 afin de modifier le montant du résultat et l'échéancier afin de tenir compte des éléments approuvés dans le traité de concessions du 11 février 2014.

Le travail engagé en 2015 sur la mise en place d'une stratégie d'évolution des bilans financiers visant à réduire les impacts financiers tant pour Est Ensemble que pour les villes, a permis d'identifier avec l'aménageur une première phase, présentant un meilleur équilibre que les autres phases.

Cette première phase concerne le Terrain Engelhardt et le secteur « Sablière/SNCF » dont l'opérationnalité est d'ores et déjà bien engagée, et permet de dégager un bilan financier nettement plus favorable et cohérent avec la montée en puissance des opérations de requalification urbaine : le bilan financier initial prévoyait un déficit de plus de 32 millions sur la totalité de l'opération. Ce déficit est ramené pour la phase 1 à environ 5 millions d'euros, ce qui permet d'une part :

- De réduire pendant la durée de la phase 1 le montant du flux ville/Est Ensemble qui est ramené à 200 000€ / an
- De revoir l'échelonnement des flux de participation d'Est Ensemble à l'aménageur, par avenant au Traité de concession,

Cette démarche visant à identifier une phase 1 ne remet pas en question le programme de la ZAC tel qu'il est approuvé dans le dossier de réalisation qui a été présenté lors du Conseil Communautaire du 16 décembre 2015.

En effet les phases 2 et 3 intègrent des secteurs dont le foncier n'est pas encore maîtrisé et/ou qui est concerné par des projets à long terme (secteur du pont de Bondy, impacté par la gare du Grand Paris Express par exemple).

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte les évolutions contractuelles pour la phase 1. Compte tenu de ces éléments, il est demandé au conseil municipal d'approuver l'avenant n°1 à la convention.

#### **DELIBERATION**

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier les articles L.5211-5 et L.5211-17,

Vu la délibération de la communauté d'agglomération Est Ensemble en date du 13 décembre 2012 portant déclaration d'intérêt communautaire en matière d'aménagement de l'espace communautaire,

Vu les statuts d'Est Ensemble, en particulier leur article 4.2 relatif à la compétence obligatoire d'Est Ensemble en matière d'aménagement de l'espace communautaire,

Vu la délibération de la communauté d'agglomération Est Ensemble en date du 11 décembre 2012 définissant les conditions financières et patrimoniales de transfert des ZAC,



Vu la convention définissant les conditions financières et patrimoniales de transfert de la ZAC de la Plaine de l'Ourcq, initialement approuvée par le conseil municipal et le conseil communautaire d'Est-Ensemble en décembre 2012,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 11 Février 2014, désignant Séquano-Aménagement comme aménageur de la ZAC du Quartier Durable de la Plaine de l'Ourcq et approuvant le traité de concession de la ZAC,

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 18 novembre 2014 et du Conseil Municipal en date du 27 novembre 2014 visant à modifier le montant du résultat et l'échéancier afin de tenir compte des éléments approuvés dans le traité de concessions du 11 février 2014,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2015,

Considérant la volonté de l'Agglomération Est Ensemble d'harmoniser les rythmes de participations des collectivités aux déficits et à la mise en œuvre des opérations d'aménagement,

Considérant que cette démarche ne remet pas en cause la programmation de la ZAC tel qu'approuvée dans le dossier de réalisation approuvé en Conseil Communautaire le 16 décembre 2015,

Considérant à ce titre qu'il convient d'approuver le deuxième avenant à ladite convention,

**DELIBERE**

Article 1 :

Approuve l'avenant n° 2 à la convention définissant les conditions financières et patrimoniales de transfert de la ZAC du Quartier Durable de la Plaine de l'Ourcq, dont le projet est annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Autorise Monsieur le maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tous les actes ou pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment l'avenant n°2 à la convention mentionnée à l'article 1.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

<b>ABSTENTION :</b>	<b>6</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>
<b>POUR :</b>	<b>32</b>	<b>MAJORITE MUNICIPALE</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>5</b>	<b>GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras</b>

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**



## **15 - DIRECTION DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT**

### **AVIS SUR LE PROJET DE SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE**

**Rapporteur :** Monsieur Laurent RIVOIRE

La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage précise que « toute commune de plus de 5000 habitants prévoit les conditions de passage et de séjour des gens du voyage sur son territoire, par la réservation de terrains aménagés à cet effet (...) ». Cette démarche est initiée par l'État et prévoit dans chaque département l'élaboration et l'approbation du schéma d'accueil rendu obligatoire pour les communes de plus de 5000 habitants.

Conformément à la loi, un premier projet de schéma départemental a été proposé en 2003. Il a fait l'objet d'une annulation par le Tribunal administratif de Cergy Pontoise en 2007. A la suite de cette annulation contentieuse, un nouveau diagnostic a été lancé afin d'aboutir à un nouveau schéma. Adopté en 2012, ce second schéma a également été contesté devant le tribunal administratif. Le schéma a ainsi été annulé en 2013 pour différents motifs tels que la légalité de la procédure de concertation, l'évaluation préalable des besoins et de l'offre, les critères de répartition des places et l'absence d'aires de grands passages.

Dans ce contexte, le Préfet sollicite le Maire pour un avis sur le nouveau projet de schéma départemental. Ce projet est basé sur le diagnostic du bureau d'étude ARHOME mandaté en 2014 pour un nouveau diagnostic et une nouvelle proposition de répartition.

Le document transmis à la Ville rappelle le contexte de l'implantation des gens du voyage dans le département en dissociant les différents modes de vie entre itinérance, grands passages et sédentarisation. L'étude s'est basée sur l'implantation actuelle et les projets en cours en termes de places et d'emplacements.

Aujourd'hui 136 places ont été réalisées dans le département et 34 sont en cours de réalisation. En considérant la présence au moment du diagnostic de 565 caravanes sur le département, il est proposé de créer 395 nouvelles places.

Pour la Ville de Noisy-le-Sec, il existait au moment du diagnostic 2 emplacements.

- Le « Terrain TASSOS » situé 73-81 avenue de Bobigny, en convention d'occupation précaire
- Le « Terrain du Cadastre » situé 91 rue du Parc, en occupation illicite

Sur ces deux emplacements, 24 ménages ont ainsi été recensés.

Les propositions de création de places de stationnement sont définies selon des secteurs qui relèvent des périmètres actuels des intercommunalités afin de « faciliter l'insertion des gens du voyage dans l'environnement local ».

Pour la Ville de Noisy-le-Sec il est donc préconisé de participer financièrement à la création de 40 places. Sur le territoire d'Est Ensemble il est proposé de créer 162 places.

Il apparaît ici une incohérence entre le recensement effectué et le nombre de places à créer pour la Ville. De plus, entre l'élaboration du diagnostic et la transmission du projet de schéma, la situation a évolué avec le départ des ménages anciennement implantés sur le terrain TASSOS.

Au regard du précédent projet de schéma approuvé par le conseil municipal en 2011, il est constaté une augmentation de 25 places à créer, sans justification précise quant au changement de méthodologie et de mode de calcul. Le précédent schéma prévoyait en effet la création de 15 places.

Noisy-le-Sec et Montreuil sont les villes les plus impactées par ce nouveau schéma. A l'échelle départementale, la création de 40 places représente quasiment 10% du total à l'échelle du Département (395 places).

Pour information, le projet de schéma présente des exemples de financement pour la création d'aires de stationnement. En moyenne, les coûts d'investissement reviennent à 45 000 euros par place de stationnement. En considérant les subventions mobilisables de l'État, du Conseil Régional, du Conseil Départemental et éventuellement du FEDER, le reste à charge pour la Ville serait de 13 000 euros par place de stationnement. Pour la création de 40 places sur la Ville, cela représenterait un investissement global de 380 000 euros.



Considérant que le projet de Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage induit pour la Ville de Noisy-le-Sec et en l'état de son contenu une participation particulièrement impactante et disproportionnée au regard de l'état réel de présence de communautés des gens du voyage, et que ce même projet n'apporte que peu de précisions méthodologiques quant aux modes de calcul retenus, il est donc proposé au Conseil Municipal d'émettre à son encontre un avis défavorable.

## **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.5214-16-II, L.5216-5-1,

Vu la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, qui prévoit la mise en œuvre dans chaque département, d'un dispositif d'accueil des Gens du Voyage, formalisé par un schéma départemental et fait obligation aux villes de plus de 5 000 habitants d'aménager des aires d'accueil dans le cadre de ce dispositif ;

Vu l'article 1-III de la loi du 5 juillet 2000 qui prévoit que « le schéma départemental est élaboré par le représentant de l'État dans le département et par le Président du Conseil Départemental, après avis du Conseil Municipal des communes concernées et de la commission consultative départementale » ;

Vu la loi n°2006-876 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement et modifiée par la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

Vu la circulaire du 5 juillet 2001, relative à l'application de la loi du 5 juillet 2000 ;

Vu le projet de schéma départemental d'accueil des gens du voyage de Seine-Saint-Denis transmis le 22 octobre 2015 proposant la création de 40 places de stationnement pour la Ville de Noisy-le-Sec ;

Considérant que le diagnostic du projet de Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage se base sur une situation constatée ne correspondant plus à la réalité du territoire, en particulier sur le « Terrain Tassos »,

Considérant que par une précédente délibération, datant de 2011, le Conseil Municipal de la Ville avait émis un avis favorable au précédent projet de schéma, intégrant une proposition de financement pour 15 places,

Considérant que le projet de schéma n'apporte que peu de précision sur la méthodologie de calcul justifiant cette modification structurante de besoin de financement par la Ville de Noisy-le-Sec,

Considérant que, notamment en période de fortes contraintes financières, la Ville de Noisy-le-Sec se doit d'être particulièrement vigilante et rigoureuse dans la justification de la dépense publique,

Considérant que, suivant le projet de schéma, l'effort de financement demandé à la Ville de Noisy-le-Sec, à hauteur de 40 places, apparaît véritablement disproportionné au regard de la réalité du territoire,

## **DELIBERE**

### Article 1:

Le Conseil Municipal émet un avis défavorable au projet de Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

<b>ABSTENTION :</b>	<b>5</b>	<b>GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras</b>
<b>POUR :</b>	<b>32</b>	<b>MAJORITE MUNICIPALE</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>6</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**



## **16 - DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES**

### **ACTUALISATION DU TARIF DE LOCATION DES SALLES MUNICIPALES**

**Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI**

Forte de 381 associations noiséennes répertoriées, la Ville apporte un soutien constant au travail quotidien des bénévoles dans les domaines sportif, culturel, social, environnemental, de défense des droits et autres secteurs.

En complément d'une enveloppe conséquente de subvention d'un montant de plus d'un million d'euros, la Ville complète son action d'accompagnement des associations par des aides en nature (outils de communication, moyens de transport, matériels...). Celles-ci se montent à plus de 2 millions d'euros. Soit un effort de la part de la Ville de plus de 3 millions d'euros.

Parmi ces aides complémentaires, le prêt de salles municipales, de manière régulière ou occasionnelle représente à Noisy-le-Sec, un total de quelque 18 000 heures par année.

Pour rappel, 4 salles se situent à la Maison Charlie-Chaplin (34/36 rue Moissan), la salle Gérard-Philipe au 115 rue Jean-Jaurès. La salle Joséphine-Baker (16 rue Léo Lagrange), inaugurée en septembre 2014 vient compléter l'offre de manière satisfaisante.

Les organismes de droit privé, tels les syndicats de copropriétés noiséennes et les entreprises qui justifient d'un intérêt public local peuvent également se voir mettre à disposition une salle municipale, sous la forme d'une location.

Le tarif de location était forfaitairement fixé 92 euros, depuis plusieurs années sans réactualisation.

Compte tenu de l'évolution des coûts, il est proposé au Conseil Municipal d'actualiser ce tarif de location forfaitaire, à 150 euros pour un créneau maximum de 4 heures, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Les modalités de règlement de ces locations s'effectuent par l'émission d'un titre de recette par la Ville .

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu l'article 2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales

Considérant que la Municipalité met à disposition des associations noiséennes ou ayant un intérêt local des salles municipales,

Considérant que ces associations bénéficient de prêts gratuits, réguliers ou occasionnels sous forme de convention,

Considérant que les organismes de droit privé, tels les syndicats de copropriétés et les entreprises qui justifient d'un intérêt local, comme l'information de la population peuvent se voir mettre à disposition une salle municipale, sous forme de location,

Considérant que le tarif de location, maintenu depuis plusieurs années à un forfait de 92 euros se doit d'être adapté à la conjoncture,

Considérant que les modalités de règlement des locations s'effectuent par l'émission d'un titre de recette.

#### **DELIBERE**

##### **Article 1**

Les salles sont mises à disposition des associations à titre gracieux et à titre onéreux pour les organismes de droit privé, tels les syndicats de copropriétés et les entreprises qui justifient d'un intérêt local.

##### **Article 2 :**

Adopte le tarif forfaitaire de 150 euros pour un créneau maximal de 4 heures, pour la location d'une salle municipale, par les organismes ou entreprises de droit privé justifiant d'un intérêt public local.

Article 3:

Les recettes liées à la location des salles municipales seront inscrites au budget de la Ville, au sein de la section de fonctionnement.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

<b>POUR :</b>	<b>32 MAJORITE MUNICIPALE,</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras</b>

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**



## **17 - DIRECTION DE LA POPULATION ET DU GUICHET UNIQUE**

### **MODALITÉS DE FACTURATION LIÉES AUX INSCRIPTIONS ET AUX RÉSERVATIONS OBLIGATOIRES POUR LES ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES**

**Rapporteur :** Madame Laurence CORDEAU

La ville de Noisy-le-Sec propose aux familles un choix varié d'activités périscolaires: l'accueil du matin, l'accueil du soir, la restauration scolaire, les Temps d'Activités Périscolaires (TAP), les études surveillées, les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) pour les mercredis et les vacances scolaires. Les inscriptions administratives et les réservations, ainsi que la facturation, sont gérées par le Guichet Unique.

Le dispositif existant prévoit que ces activités font l'objet d'inscriptions administratives et de réservations obligatoires pour chaque activité.

En pratique, on constate cependant qu'en moyenne, 30 à 50 % des familles ne réservent pas les activités que vont fréquenter leurs enfants. Cette impossibilité de prévision du nombre d'enfants devant être accueillis génère des difficultés récurrentes qui peuvent se répercuter sur la qualité du service proposé.

En premier lieu, le dispositif actuel ne permet pas d'ajuster au nombre d'enfants présents le nombre de repas qui doivent être commandés en amont. Cela se traduit trop souvent par un gaspillage alimentaire puisque beaucoup de repas commandés et livrés ne sont finalement pas consommés et inversement, il est parfois nécessaire de commander des repas complémentaires sur certains sites.

En second lieu, compte tenu de la situation décrite, il est difficile pour les équipes de la DASEP d'anticiper le nombre d'animateurs nécessaires et de préparer dans de bonnes conditions des activités de qualité, faute de connaître avec précision et suffisamment tôt le nombre d'enfants qui participeront aux activités ainsi que leur répartition dans les différentes tranches d'âge.

La connaissance des effectifs aux activités est une information indispensable pour lutter contre le gaspillage alimentaire et proposer des activités adaptées suivant la composition des groupes d'enfants.

De ce fait, il convient de mettre en place des mesures incitatives pour les familles. Dans cette hypothèse, il vous est proposé un dispositif tarifaire spécifique par une majoration de 40 % du tarif applicable à chaque activité dans les cas suivants :

- La présence d'un enfant à une activité non inscrit administrativement.
- La présence d'un enfant à une activité sans réservation préalable
- Pour toute réservation effectuée hors délai de réservation.

Il convient donc de délibérer sur ces nouvelles modalités de facturation avec une application au 1<sup>er</sup> mars 2016.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver ces nouvelles modalités de facturation.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget communal,

Vu la délibération 2015/06-16 sur l'actualisation des tarifs pour les activités municipales facturées par le Guichet Unique,

Considérant la nécessité de fixer les modalités de facturation liées aux inscriptions et aux réservations obligatoires pour les activités périscolaires,

La Commission Finances – Développement économique consultée

#### **D E L I B E R E**

##### **Article 1 :**

L'inscription administrative préalable des enfants participants aux activités périscolaires est obligatoire.

Les activités périscolaires concernées sont : l'accueil du matin, l'accueil du soir, la restauration scolaire, les Temps d'Activités Périscolaires (TAP), les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) des mercredis et des vacances scolaires, les études surveillées.



L'inscription est effectuée exclusivement de deux manières : sur le portail familles via Internet ou au moyen d'un formulaire papier déposé au Guichet Unique.

Article 2 :

La réservation pour chaque activité est obligatoire.

Article 3 :

Les périodes de réservation sont fixées par la Ville et portées à la connaissance des familles. Les annulations des réservations se font sur ces mêmes périodes.

Article 4 :

Les sommes facturées ou mises en recouvrement sont remboursables sur la base des tarifs non majorés, dans les cas suivants :

- En cas d'impondérable rendant impossible l'activité et sans proposition alternative d'accueil.
- En cas d'absence de l'enfant pour maladie, sous réserve de la production d'un certificat médical pour l'enfant, dans un délai de quinze jours à compter du premier jour d'absence, indiquant la durée de l'absence.
- En cas de modification récente de la situation familiale (naissance, décès, hospitalisation des parents) sur présentation d'un justificatif,

Article 5 :

Une majoration de 40 % du tarif applicable pour chaque activité sera facturée dans trois cas :

- La présence d'un enfant à une activité non inscrit administrativement.
- La présence d'un enfant à une activité sans réservation préalable
- Pour toute réservation effectuée hors délai de réservation.

Article 6 :

Ces nouvelles modalités entrent en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> mars 2016.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

<b>ABSTENTION :</b>	<b>5</b>	<b>GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras</b>
<b>POUR :</b>	<b>32</b>	<b>MAJORITE MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>6</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**

## **18 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

### **SOLDE TOUT COMPTE SUITE À RÉSILIATION DU BAIL À RÉHABILITATION PORTANT SUR L'IMMEUBLE SITUÉ 22 RUE VICTOR HUGO**

**Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE**

La Ville de Noisy-le-Sec est propriétaire d'un immeuble collectif sis 22 rue Victor Hugo et situé sur la parcelle cadastrée section AC n° 61. Il est constitué de 14 logements, du T1 au T3. Cet immeuble, édifié au début du XX<sup>ème</sup> siècle et présentant un caractère architectural remarquable, a fait l'objet en 1994 d'un bail à réhabilitation au profit de la Société d'Économie Mixte de la Ville de Noisy-le-Sec (Semino), aujourd'hui devenue Noisy-le-Sec Habitat.

Le bail à réhabilitation est un contrat par lequel le preneur (une association agréée, un organisme HLM, une SAEM, une collectivité locale) s'engage à réaliser dans un délai déterminé des travaux d'amélioration sur le logement du propriétaire bailleur et à le conserver en bon état en vue de le louer à usage d'habitation pendant la durée du bail. Acté pour une durée de 34 années, le bail à réhabilitation signé entre la Ville et sa SAEM devait permettre une amélioration qualitative de cet immeuble, en contre-partie de la perception par cette dernière de loyers auprès des locataires des différents logements.

Néanmoins, il s'est avéré que l'équilibre économique de cette opération de réhabilitation ne pouvait être tenu, considérant l'état du bâti ainsi que les obligations inhérentes à la gestion d'un immeuble de cette configuration.

En conséquence, la Ville a décidé de résilier ce bail à réhabilitation en vue de la cession de cet immeuble auprès d'un investisseur, résiliation autorisée par la délibération n° 2014/06-16 du conseil municipal en date du 19 juin 2014.

Cette délibération a fait l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montreuil. Le jugement en date du 1<sup>er</sup> Décembre 2015 confirme la résiliation par anticipation du bail à réhabilitation en date du 21 février 1994 signé entre la Ville de Noisy-le-Sec et la SAEM Noisy-le-Sec Habitat mais vient annuler les articles 2, 3 et 4 de la délibération qui prévoyaient le montant de l'indemnisation due au titre de la résiliation anticipée du bail.

Il convient donc de statuer, pour la Ville et la SAEM, sur le montant de cette indemnisation au regard du jugement mentionné ci dessus.

Le préjudice est donc composé des éléments suivants, évalués à compter de la date de la présente délibération :

<b><u>L'amortissement du prêt :</u></b> pour réaliser les travaux de réhabilitation le preneur a souscrit un emprunt d'une durée de 34 ans. Il est prévu par les clauses du bail à réhabilitation que «le paiement des annuités des emprunts contractés par le preneur en vue de l'amélioration de la réfection de la transformation des immeubles, dans la mesure où ces emprunts n'auraient pas encore été complètement amortis <i>[à l'issue du bail]</i> »	
<b><u>Remboursement anticipé de l'emprunt</u></b> garanti par la Ville auprès de la Caisse des dépôts et consignations	293 299,02 euros
<b><u>Remboursement anticipé de l'emprunt</u></b> auprès du collecteur 1% logement CILGERE (ex-CILEM)	49 713,26 euros
<b><u>Le trop-versé de loyer perçu par la ville:</u></b> le preneur a réglé à l'issue de la signature du bail à réhabilitation un loyer de 1 197 000 francs pour 34 années de location. Il convient de reverser le loyer correspondant aux années restantes pendant lesquelles l'immeuble ne sera pas géré.	
Montant à jour du 17 Décembre 2015	61 768,24 euros
<b><u>Total du préjudice indemnisable</u></b>	<b><u>404 780,52 euros</u></b>

Afin de réparer équitablement les conséquences de la résiliation anticipée du bail à réhabilitation, il convient d'indemniser la SAEM Noisy-le-Sec Habitat du préjudice évalué à 404 780,52 euros et d'autoriser le maire ou son représentant à signer tout acte relatif à l'exécution du présent projet de délibération.



## DELIBERATION

Le Conseil,

Vu la Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2121-29,

Vu le Code de la construction et notamment ses articles L. 252-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 21 Février 1994, actant la signature d'un bail à réhabilitation avec la Semino sur un immeuble sis 22 avenue Victor Hugo à Noisy-le-Sec,

Vu ledit bail à réhabilitation signé avec la SAEM le 21 Février 1994,

Vu la délibération n° 2014/06-16 du Conseil Municipal en date du 19 Juin 2014 portant résiliation du bail à réhabilitation précité,

Vu le jugement du Tribunal Administratif de Montreuil en date du 1<sup>er</sup> Décembre 2015 annulant les articles 2 à 4 de la délibération précitée,

Considérant que le jugement précité enjoint au Conseil Municipal de se prononcer à nouveau sur l'indemnisation au titre de la résiliation pour intérêt général,

Considérant les préjudices subis par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat du fait de la résiliation anticipée du bail à réhabilitation signé le 21 février 1994 pour une durée initiale de 34 ans,

Considérant à ce titre qu'il convient de réparer équitablement ces préjudices,

## DELIBERE

### Article 1

Le Conseil Municipal fixe en accord avec la SAEM Noisy-le-Sec Habitat le montant de l'indemnité due au titre de la résiliation anticipée du bail à un montant de 404 780,52€.

### Article 2

La présente indemnité sera versée à la SAEM Noisy-le-Sec Habitat concomitamment à la signature de l'acte authentique de vente de l'immeuble situé au 22 avenue Victor Hugo à Noisy le Sec,

### Article 3

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces et actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

<b>ABSTENTION :</b>	<b>11</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras</b>
<b>POUR :</b>	<b>32</b>	<b>MAJORITE MUNICIPALE</b>

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**



## **19 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

### **RÉSOLUTION DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL CONCLU ENTRE LA VILLE ET LA SOCIÉTÉ AMELLER ET DUBOIS**

**Rapporteur :** Madame Marie-Rose HARENGER

La ville de Noisy-le-Sec et la société Ameller et Dubois ont conclu un protocole transactionnel afin de régler à l'amiable les différends de toute nature qui sont nés suite à la procédure de concours de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du groupe Léo Lagrange à Noisy-le-Sec. Ce protocole transactionnel prévoit le versement par Noisy-le-Sec à la société Ameller et Dubois du complément de prime suivant :

- 41 860 € nets au titre de l'indemnisation supplémentaire correspondant aux dépenses utiles exposées pour la réalisation de rendu de concours de maîtrise d'œuvre de niveau APS

Ce protocole a été approuvé par le conseil municipal de Noisy-le-Sec le 22 mars 2012, délibération n°2012/03-07 et est devenu exécutoire le 3 avril 2012. La ville a alors procédé au versement de 41 860 € à la société Ameller et Dubois.

La juridiction administrative a été saisie par un tiers afin de contester la délibération n°2012/03-07. Cette délibération a été annulée par un jugement en date du 1<sup>er</sup> octobre 2013. Le tribunal administratif de Montreuil a considéré que cette annulation « *n'implique pas nécessairement l'émission d'un titre de recette d'un montant de 41 860 euros en vue de recouvrer l'indemnité versée à ladite société en application de ce protocole, dès lors qu'il appartient au préalable aux parties de résoudre le protocole transactionnel* ».

Le 13 mai 2015, la cour administrative d'appel de Versailles a rejeté la requête de la société Ameller et Dubois tendant à obtenir l'annulation du jugement du 1<sup>er</sup> octobre 2013 du tribunal administratif de Montreuil.

Afin de rendre exécutoire le jugement du tribunal administratif de Montreuil il convient, en conséquence, de résoudre le protocole transactionnel approuvé par la ville de Noisy-le-Sec et la société Ameller et Dubois.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu le jugement du tribunal administratif de Montreuil en date du 1<sup>er</sup> octobre 2013,

Vu l'arrêt de la cour administrative d'appel de Versailles en date du 13 mai 2015,

Vu l'ordonnance du Conseil d'État du 10 novembre 2015,

Vu le projet de convention portant résolution du protocole transactionnel du 3 avril 2012,

Considérant la nécessité d'annuler le protocole transactionnel approuvé le 3 avril 2012 entre Noisy-le-Sec et la société Ameller et Dubois,

#### **DELIBERE**

##### **Article 1 :**

Le protocole transactionnel conclu entre la ville et la société Ameller et Dubois est annulé.

##### **Article 2 :**

Autorise le maire à signer et exécuter la convention portant résolution du protocole transactionnel du 3 avril 2012 entre la ville et la société Ameller et Dubois qui implique le recouvrement des sommes indûment versées.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**ABSTENTION :      11    GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
   GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras**

**POUR :                32    MAJORITE MUNICIPALE**

**LA DELIBERATION EST ADOPTEE**



## **V – REPONSES AUX QUESTIONS ORALES**

### **QUESTION ORALE DU GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » - SITUATION DU PARKING DES DECOUVERTES**

**Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE**

*« Monsieur le Maire,*

*Début décembre, le parking a fait à nouveau l'objet d'un incendie volontaire sans doute lié aux activités illicites qui s'y déroulent en toute impunité, jour et nuit. De ce fait, le parking est inutilisable, ce qui pénalise fortement les usagers du marché.*

*Chacun a pu constater que ce parking n'est jamais fermé, jamais surveillé et très peu entretenu.*

*Il semble très surprenant que rien ne soit tenté pour remédier à une situation inacceptable qui fait progressivement de ce quartier une zone laissée à l'abandon.*

*Comment la prolifération d'actes délinquants et d'incivilités peut-elle se poursuivre alors que la place est quadrillée par les coûteuses caméras de vidéosurveillance que vous avez installées ?*

*Les caméras n'ont rien enregistré ?*

*Quels travaux allez-vous engager afin de rendre ce parking propre, accueillant, bien éclairé et sûr ?*

*Quels sont les résultats de l'étude sur le stationnement que vous avez commandée fin 2013 ?*

*Quels sont vos intentions en matière de réglementation du stationnement dans le centre ville élargi ?*

*Je vous remercie de la précision de vos réponses. »*

#### **Réponse de Monsieur le Maire :**

*« Monsieur le Conseiller Municipal,*

*Votre question orale relative au Parking des Découvertes n'évoque que le syndrome de cette problématique sans aller au fond du problème. Par cette posture, vous laissez croire – à tort – que les pistes d'amélioration de cette offre de stationnement en centre-ville pourraient être identifiées et mises en œuvre par de simples actions cosmétiques.*

*Or la véritable problématique du Parking des Découvertes trouve son origine dans les choix d'aménagement de cet ensemble urbain en 1992 dans le cadre de la ZAC du Marché, dont la réalité actuelle démontre l'absence totale de réflexion sur les modalités de création d'espaces et d'équipements publics lisibles, durables, accessibles. Les imbrications foncières et constructives entre la dalle de la Place des Découvertes, l'infrastructure du parking et les logements environnants nous obligent à porter une réflexion d'ensemble et techniquement complexe pour trouver les meilleures solutions à ce problème.*

*La taille de ce parking est également une donnée du problème. Limité à 112 places, il n'atteint pas la taille critique permettant de financer un gardiennage constant par, à titre d'exemple, la mise en place d'un accès payant. La encore, la réflexion de la Ville doit se faire à plus grande échelle.*

*Oui, cette réflexion prend du temps, car c'est finalement bien de renouvellement urbain dont nous parlons ici et non d'une simple rustine à poser, pour améliorer le quotidien et le cadre de vie des Noiséennes et des Noiséens.*

*Bien entendu, le Parking des Découvertes, suite à l'incendie intervenu le 3 décembre 2015, ne sera pas laissé en l'état. La Ville réalisera des travaux de réparation en vue de sa réouverture au public avant Noël.*

*S'agissant de l'acte en lui-même, nous avons déposé plainte en faisant appel aux caméras de vidéo-protection. La Justice a les images en sa possession.*

*Dans le cadre des études relatives à l'inscription du Quartier Béthisy au Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU), nous serons à même de statuer sur les meilleures options nous permettant d'améliorer durablement l'usage de ce parking, comme des espaces publics qui l'entourent.*

*S'agissant plus globalement du stationnement en centre-ville, l'étude initiée en 2013 nous a permis de préciser notre vision et nos orientations en la matière. La Municipalité a néanmoins souhaité attendre,*



notamment, l'approbation du Plan Local de Déplacement par Est Ensemble afin de préciser le contexte de sa future intervention. Celle-ci est intervenue mardi lors du Conseil Communautaire. Par ailleurs, les incertitudes liées à la volonté du STIF et du Conseil Départemental de supprimer 158 places de stationnement dans le cadre d'un éventuel prolongement du T1 par la Rue Jean Jaurès constituent également un frein.

Néanmoins, la Municipalité reviendra devant la population, les commerçants du secteur et la Commission Aménagement dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2016 afin de préciser ce cadre d'action. »

#### **QUESTION ORALE DU GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » - AGENTS DE LA VILLE**

**Rapporteur : Olivier SARRABEYROUSE**

« Monsieur le Maire

Depuis quelques temps, certaines malversations et faits graves se sont répétés au sein de certains services de notre collectivité.

Si la justice est en cours et nécessite une certaine réserve quant aux informations délivrées et à l'identité des agents, pour autant, la transparence de la gestion municipale et la démocratie locale nécessitent un minimum d'explications à l'égard des élu(e)s et de la population noiséenne.

C'est pourquoi :

- pour ce qui concerne les vols au théâtre des Bergeries nous souhaiterions connaître la valeur précise des biens dérobés, les résultats de la vidéo-protection, le nombre d'agents suspectés, la nature de leur contrat, les mesures engagées par la collectivité et la justice, la copie de la plainte, le coup financier pour notre municipalité et les conséquences en matière de fonctionnement. Est-il prévu le rachat ou le remboursement du matériel volé ?
- Pour ce qui concerne les agents du service population, nous souhaiterions connaître la nature des actes délictueux, le nombre d'agents concernés, leurs dates d'embauche, les types de contrats, les conséquences sur le fonctionnement du service, les mesures engagées par la collectivité et la justice.
- Pour ce qui concerne le détournement d'argent au sein du service des Ressources humaines en juillet et août 2013, nous souhaiterions, comme nous l'avons demandé à plusieurs reprises, avoir une copie de la plainte déposée et connaître l'avancée de la procédure juridique.

Nous comptons sur la précision de vos réponses. »

#### **Réponse de Monsieur le Maire :**

« Monsieur Le Conseiller municipal,

Les questions que vous posez concernent des faits commis au cours des 3 dernières années par des agents communaux, mais pas forcément dans le cadre de leurs fonctions.

Il va sans dire que ces affaires n'ont, aucun lien entre elles.

Le théâtre, comme chaque été, a été fermé et mis sous alarme. Le 24 août, jour de la reprise des équipes, les agents ont constaté un vol important de matériel technique. Le matériel dérobé est essentiellement du matériel technique de la régie : un ampli son, un mixeur sonore, un préampli, une console son, une console lumière, ainsi que bon nombre de petit matériel de sonorisation.

Le montant du préjudice est estimé à 140 000 euros. Une plainte a été immédiatement déposée auprès de la PJ de Bobigny.



Pour les besoins de l'enquête, des agents du théâtre ont été interrogés et des images des caméras de vidéo protections réquisitionnées.

Dès le lendemain de la découverte du vol, les images étaient transmises à la PJ. Ces images de vidéo protection sont un élément majeur dans cette enquête, puisqu'elles permettent l'identification de deux suspects aux heures des intrusions dans le théâtre.

Un suspect a été interpellé, mis en examen et incarcéré depuis fin novembre. Il s'agit d'un agent titulaire travaillant au théâtre, depuis de nombreuses années et bien avant 2010, dont vous comprendrez que je ne donne pas le nom, pour respecter la présomption d'innocence.

Le président du Conseil d'Administration de la régie du théâtre, Jean Thary, a immédiatement pris un arrêté de suspension à titre conservatoire de cet agent et une procédure disciplinaire est engagée à son encontre, procédure au cours de laquelle, je souhaite que soit demandée la révocation.

En ce qui concerne le préjudice financier, les experts des assurances font leur travail, pour mettre en évidence les responsabilités et notamment celle de notre société de télésurveillance d'alarme, qui n'a pas alerté la municipalité lors des intrusions suspectes dans les locaux du théâtre, alors que celui-ci était totalement fermé pour les congés.

La procédure est donc en cours, mais le remboursement du préjudice prendra plusieurs mois.

Pour permettre au théâtre d'ouvrir comme prévu pour présenter sa programmation 2015-2016, du matériel a été prêté en urgence par le théâtre de Bobigny et je tiens très officiellement ici à les en remercier.

Une première enveloppe d'investissement de 11 600 euros a été débloquée en urgence dès novembre 2015 pour remplacer en urgence une partie du matériel indispensable aux représentations pour la saison en cours.

En complément de cette première enveloppe, un plan d'investissement est prévu : 95 000 euros sont inscrits sur le budget 2016, et 45 000 euros seront inscrits au budget 2017 pour remplacer le matériel volé.

En ce qui concerne votre question sur un agent du service population.

Un agent qui travaille au sein du service population a été interpellé fin novembre, suite à une perquisition dans le cadre d'une enquête judiciaire. Je ne donnerai aucune information sur cette enquête qui ne concerne en RIEN la collectivité.

J'ai pris les mesures qui s'imposent et cet agent a été suspendu à titre conservatoire par arrêté le 1<sup>er</sup> décembre.

Il s'agit d'un agent contractuel, dont le contrat arrive à échéance le 31 décembre 2015. Ce contrat ne sera, bien évidemment, pas renouvelé.

Contrairement aux multiples rumeurs qui circulent, **aucun autre agent du service n'a été mis en cause**, aucune perquisition n'a eu lieu dans les services et en l'état actuel de l'enquête, je peux vous affirmer qu'il s'agit d'une affaire de droit commun totalement étrangère aux services municipaux. Je tiens à le préciser AUCUNE carte Nationale d'Identité ou PASSEPORT n'ont été volés ou détournés.

Et permettez moi de renouveler toute ma confiance aux agents de l'État Civil, qui sont visés directement ou indirectement par des supputations, des accusations totalement FAUSSES.

Le dossier du détournement d'argent au sein de la DRH est d'une autre nature. Pour mémoire. Il s'agit d'un agent présent qui était chargé du contrôle des payes et qui avait créé, durant l'été 2013, des faux bulletins de salaires aux noms de complices, permettant ainsi d'effectuer des virements bancaires au titre de rémunérations de services non effectués.

*Les systèmes de contrôle mis en place à l'époque, dans le service de la Direction des Ressources Humaines, ont permis de démasquer cette escroquerie.*

*La municipalité a immédiatement déposé une plainte, la procédure judiciaire est en cours, une première audience a eu lieu, et nous sommes dans l'attente de la suite de cette procédure.*

*Une procédure disciplinaire a parallèlement été engagée, aboutissant à la révocation de cet agent en janvier 2014.*

*Le montant des sommes détournées est de 23 616 euros, dont environ la moitié a été récupérée, à ce jour, par l'émission de titres recettes auprès des différents protagonistes de l'affaire.*

*Là encore, il s'agit d'un acte isolé d'un agent qui travaillait pour la collectivité depuis de nombreuses années et avant 2010. L'utilisation politique qui avait été faite à l'époque avait profondément choqué car elle visait à jeter le discrédit sur la Direction des Ressources Humaines.*

*Les différents amalgames que certains tentent de faire avec les actes isolés de 3 agents, dont un qui n'a rien à voir avec la Mairie sont indignes.*

*Aussi, je réitère mon entier soutien, mon total soutien sans failles aux agents de la Ville et j'entamerai toutes les procédures judiciaires à l'encontre de ceux qui saliront leur honneur : constat d'huissier, protection fonctionnelle.*

*De la même manière, je serai intransigeant envers les agents qui par des actes nuiraient à l'image de la Ville.*

*Je vous rappelle pour être transparent, que j'ai obtenu la suspension d'un agent qui travaillait depuis plusieurs dizaines d'années en Mairie pour des actes répréhensibles. »*



## VI – Vœu

### Vœu de Miloud Gherras siégeant sans étiquette et du groupe « Socialiste et Citoyen »

#### Création d'une commission pour la construction d'une mosquée en partenariat avec les associations culturelles de Noisy-le-Sec

**Rapporteur :** Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE

A ce jour la commune de Noisy-le-Sec est dépourvue d'une mosquée pour la pratique du culte de nos concitoyens de confessions musulmanes.

Lors des festivités de l'Aïd El-Kebir en septembre 2015, les différentes associations culturelles musulmanes ont formulé le vœu de travailler ensemble afin de faire émerger un projet de construction de mosquée qui soit digne de la communauté musulmane laquelle se trouve aujourd'hui dans une grande précarité.

La situation de la mosquée du Londeau en est la parfaite illustration ; elle organise les prières quotidiennes des fidèles dans des préfabriqués construits sur un terrain appartenant à la Ville de Rosny-sous-Bois et pour une durée d'un an.

Plus préoccupant, les préfabriqués du Londeau ont fait l'objet d'une visite de la commission de sécurité de la préfecture de la Seine-Saint-Denis qui a conclu à l'urgence de faire des travaux de conformité sous peine de fermeture définitive.

L'association AMAN souhaite réaliser un projet de construction qui a subi deux refus de permis de construire en 18 mois.

La situation de nos concitoyens de confession musulmane doit aujourd'hui tous nous interpeller.

La commune de Noisy-le-Sec doit se doter rapidement d'un lieu de culte pour nos concitoyens de confession musulmane, et il est de la responsabilité de chaque élu, *de la majorité ou de l'opposition*, d'œuvrer à cet objectif dans les meilleurs délais afin que tous nos concitoyens de confession musulmane pratiquent leur culte dans les meilleures conditions de sécurité, d'hygiène, de dignité et de confort.

C'est la raison pour laquelle il est proposé aujourd'hui la constitution d'une commission pluraliste dédiée à l'étude du projet de construction d'une mosquée, dans la transparence des relations entre tous les élus et les associations concernées.

La mise en place de cette commission composée à la proportionnelle de chaque groupe serait un message positif à destination des associations culturelles de notre territoire et un témoignage de notre engagement afin de voir leur projet de mosquée aboutir.

Cette commission permettra :

- D'entendre en commission l'ensemble des associations culturelles de la ville de Noisy-le-Sec.
- De prendre en considération les différentes demandes des associations culturelles de la ville.
- D'étudier et de proposer au conseil municipal les différentes options relatives à l'achat ou la location, dans le respect des dispositions de la loi du 9 décembre 1905, d'un terrain, si nécessaire, pour la construction d'une mosquée
- D'étudier et de donner un avis sur les projets de construction d'une mosquée.
- D'améliorer les relations et la communication entre les différentes associations culturelles et la Ville de Noisy-le-Sec, avec la transparence des échanges entre les élus et les associations
- De rendre compte périodiquement de ses travaux au conseil municipal.

Le conseil,

Vu l'article L 2122-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la nécessité de créer une commission ad hoc afin de répondre à la demande des associations cultuelles, et afin de permettre de créer les conditions favorables à la réalisation de construction d'un lieu de culte à destination des concitoyens de confession musulmane et de permettre la transparence dans les relations entre les associations cultuelles et les élus municipaux ;

**DELIBERE**

Article 1 :

Une commission municipale est constituée conformément à l'article L 2121-22 CGCT. Celle-ci aura pour objectif :

- D'entendre en commission l'ensemble des associations cultuelles de la ville de Noisy-le-Sec.
- De prendre en considération les différentes demandes des associations cultuelles de la ville.
- D'étudier et de proposer au conseil municipal les différentes options relatives à l'achat ou la location, dans le respect des dispositions de la loi du 9 décembre 1905, d'un terrain, si nécessaire, pour la construction d'une mosquée
- D'étudier et de donner un avis sur les projets de construction d'une mosquée.
- D'améliorer les relations et la communication entre les différentes associations cultuelles et la Ville de Noisy-le-Sec, avec la transparence des échanges entre les élus et les associations
- De rendre compte périodiquement de ses travaux au conseil municipal

Article 2 :

La commission est composée de 8 membres désignés par le conseil à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. Elle est présidée par le maire.

Article 3 :


Le Maire et la direction générale des services sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

**POUR : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras**

**CONTRE : 32 MAJORITE MUNICIPALE**

**LE VOEU EST REJETE**

**La séance est levée à 00:40.**

Le Secrétaire de séance	Le Président de séance
Mme Souad TERKI 	M. Laurent RIVOIRE 